

Structures consulaires :
Le consulat général d'Algérie à San Francisco (USA) ouvre ses portes

P.02

Algérie – Turquie :
Le président Tebboune en visite officielle de trois jours, plusieurs accords en vue



P.02

Un accueil officiel réservé au président de la République par son homologue turc

P.02



Réseau mobile :



**Le gouvernement hausse le ton face aux opérateurs
Tout manquement de qualité sera sanctionné**

P.05

Éducation :



8 704 postes ouverts via concours, inscriptions imminentes

P.04

Annaba :



Lancement de workshops de formation à dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt

P.06

Annaba
Affaires religieuses :
Clôture du premier colloque national consacré à la vie et l'œuvre de Sidi Abi Marouane Echarif



P.06

ALGÉRIE – TURQUIE : Le président Tebboune en visite officielle de trois jours, plusieurs accords en vue



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, effectuera à partir de ce mercredi une visite officielle de trois jours en Turquie, à l'invitation de son homologue Recep Tayyip Erdogan. L'annonce a été faite par le directeur de la communication de la Présidence turque, Burhanettin Duran et confirmée par la présidence de la République en ce début d'après-midi.

Au programme de ce déplacement figure la tenue, jeudi à Ankara, de la première session du Conseil de coopération stratégique de haut niveau entre les deux pays. Cette rencontre, évoquée par Duran sur la plateforme NSosyal et relayée par l'agence Anadolu, réunira plusieurs membres des gouvernements algérien et turc.

Plusieurs accords seront signés. Les travaux devraient permettre d'évaluer l'ensemble des relations bilatérales et d'explorer les pistes susceptibles de renforcer davantage le partenariat entre Alger et Ankara. Les participants aborderont également les principales questions liées à l'actualité régionale et internationale.

Par ailleurs, cette visite devrait être marquée par la signature de plusieurs accords destinés à consolider le cadre juridique régissant la coopération entre les deux pays.

Rappelons que c'est la troisième fois, depuis son élection président de la République, que Tebboune se rend en Turquie, après les deux premières visites en mai 2022 et juillet 2023.

Conseil des ministres : les directives de Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche dernier une réunion du Conseil des ministres consacrée principalement au suivi des accords de coopération avec le Niger et le Tchad, ainsi qu'à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer à l'horizon 2035.

D'emblée, le chef de l'État a salué les efforts déployés dans la récupération des fonds détournés, notamment dans les wilayas de Batna et Tissemsilt, réaffirmant la détermination de l'État à poursuivre la lutte contre la corruption et à réinjecter ces ressources dans l'économie nationale.

Concernant la coopération avec

le Niger, le président a insisté sur la diversification des domaines de partenariat, en accordant une priorité aux secteurs stratégiques. Il a également ordonné l'achèvement rapide d'une centrale énergétique dans un délai de trois mois, tout en encourageant le développement de la coopération dans l'exploration pétrolière. Il a par ailleurs appelé à renforcer les mécanismes de suivi, à intensifier les échanges ministériels et à lancer une coopération médiatique entre les deux pays.

S'agissant du Tchad, Tebboune a plaidé pour un renforcement global des relations bilatérales, notamment dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures. Il a notamment demandé l'accélération de la réalisation d'une cimenterie et la prise en charge par des entreprises

algériennes de projets routiers liés à la transsaharienne afin de stimuler les échanges économiques.

En matière de santé, la stratégie nationale de lutte contre le cancer repose sur une approche globale intégrant prévention, dépistage précoce et amélioration des traitements. Le président de la République a insisté sur le renforcement des structures de santé, la disponibilité des médicaments et la réalisation d'hôpitaux spécialisés dans chaque wilaya. Il a également appelé à renforcer le contrôle des marchandises importées et à améliorer la coordination intersectorielle.

Enfin, il a ordonné le retrait des bus de plus de 25 ans du parc national dans un délai de trois mois.

ALGÉRIE-TURQUIE

Des relations historiques enracinées et une forte volonté de hisser la coopération bilatérale vers des horizons plus larges

Les relations historiques enracinées entre l'Algérie et la Turquie ont connu, ces dernières années, une dynamique soutenue et un développement remarquable, à travers l'intensification du dialogue politique et le renforcement du partenariat dans tous les domaines, à la faveur de la forte volonté des dirigeants des deux pays frères, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère le président turc, M. Recep Tayyip Erdogan, de hisser la coopération bilatérale vers des horizons plus larges. La visite officielle qu'effectue le président de la République, à partir de mercredi, en Turquie, participe de la forte volonté politique de soutenir l'importante dynamique des relations bilatérales sur les plans politique et économique.

A cette occasion, il coprésidera avec son

frère le président turc, Recep Tayyip Erdogan, les travaux de la 1ère session du Conseil de coopération stratégique de haut niveau algéro-turc.

Cette visite constitue une étape importante dans le parcours des relations historiques entre les deux pays, liés par un Traité d'amitié et de coopération depuis 2006. Les entretiens entre les deux présidents permettront d'évaluer les réalisations et les acquis précieux enregistrés ces dernières années.

Elle constitue également une opportunité pour renforcer les relations solides entre les deux pays frères et hisser leur partenariat à la hauteur des aspirations des deux peuples, à travers la création de nouvelles opportunités et perspectives.

Cette visite vient aussi réaffirmer la convergence politique entre les deux pays sur les principaux dossiers



régionaux et internationaux d'intérêt commun, notamment la cause palestinienne.

Elle contribuera en outre à renforcer les positions des deux pays en faveur du dialogue et des solutions pacifiques dans le règlement des conflits, au service de la sécurité et de la paix internationales. L'attachement du président de la République et de son homologue turc à entretenir des contacts permanents et une concertation continue reflète

la qualité et le niveau privilégié des relations entre les deux pays, comme en témoignent les visites de qualité de part et d'autre, ayant permis de poser les bases d'un partenariat durable et intégré, et les rencontres bilatérales tenues dans divers fora internationaux et régionaux.

Dans ce cadre, le président de la République a effectué, en mai 2022, une visite d'Etat en Turquie, ayant constitué un nouveau jalon dans l'histoire des relations entre les deux pays. Cette visite avait été marquée par la signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, les mines, les finances et l'industrie, ainsi dans les domaines des sciences et technologies et de l'innovation.

Lors de cette visite, le président de la République a été fait Docteur honoris

causa en relations internationales par l'Université d'Istanbul, l'une des plus prestigieuses Universités turques, en reconnaissance de ses efforts en faveur du renforcement des relations de coopération historiques entre l'Algérie et la Turquie.

Une année plus tard, en juillet 2023, le président de la République a effectué une visite de travail en République de Turquie, ayant contribué à insuffler un nouvel élan aux relations bilatérales, notamment sur le plan économique.

De son côté, le président turc a effectué, en janvier 2020, une visite d'amitié et de travail en Algérie, suivie d'une visite officielle, en novembre 2023, au cours de laquelle les dirigeants des deux pays ont réitéré leur volonté sincère d'aller de l'avant vers une coopération bilatérale étroite.

AUX USA :

Un nouveau consulat inauguré à San Francisco



Le réseau consulaire algérien s'agrandit : afin de mieux accompagner les Algériens établis sur la côte ouest des États-Unis, le Secrétaire d'État Sofiane Chaib a procédé à l'ouverture officielle du Consulat général d'Algérie à San Francisco, renforçant ainsi la proximité entre l'administration et sa diaspora.

Le ministère a annoncé, via un communiqué, que Sofiane Chaib a officiellement inauguré le Consulat général d'Algérie à San Francisco.

Cette première étape de sa visite de

travail s'est déroulée en présence de diplomates et de représentants de la société civile algérienne établie dans la région.

Le consulat général d'Algérie à San Francisco ouvre ses portes

L'inauguration de cette nouvelle structure consulaire s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'engagement des hautes autorités du pays à :

□ Assurer une prise en charge optimale des préoccupations de notre communauté nationale à l'étranger.

□ Rapprocher l'administration du citoyen.

□ Garantir des services consulaires de qualité.

Cet événement constitue également une étape supplémentaire dans le processus de renforcement du réseau des centres consulaires algériens à travers le monde.

« L'ouverture de cette nouvelle structure consulaire s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de l'engagement des hautes autorités du pays pour une prise en charge optimale des préoccupations de notre communauté nationale à l'étranger, le rapprochement de l'administration du citoyen et la garantie de services consulaires de qualité. Elle constitue également une étape

supplémentaire dans le processus de renforcement du réseau de nos centres consulaires à travers les différentes régions du monde ».

Le nouveau consulat couvre 19 États

Lors de cette inauguration, le Secrétaire d'État a inspecté les services consulaires pour s'assurer de l'efficacité de l'accueil. Il a particulièrement veillé à la qualité des prestations destinées aux ressortissants des 19 États de l'Ouest américain désormais rattachés à cette circonscription. Le Consulat général d'Algérie à San Francisco est ainsi l'autorité compétente pour les ressortissants résidant en :

□ Alaska, Arizona, Californie, Colorado ;

□ Dakota du Nord, Dakota du Sud, Hawaï, Idaho ;

□ Kansas, Montana, Nebraska, Nevada, Nouveau-Mexique ;

□ Oklahoma, Oregon, Texas, Utah, Washington et Wyoming.

Située au 465 California Street (Suite 900), la nouvelle représentation consulaire à San Francisco est désormais ouverte au public. Les services accueillent les ressortissants du mardi au samedi, de 9h à 15h, le consulat observant une fermeture hebdomadaire les dimanches et lundis.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouse.com
Email: redaction@seybouse.com
contact@seybouse.com
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction



1^{ER} AU MAGHREB:

Le FMI valide le bond du PIB de l'Algérie vers le cap des 400 mds fixé par Tebboune

La scène économique africaine s'apprête à connaître un basculement majeur dans la hiérarchie des puissances. Alors que les incertitudes planétaires pèsent sur la croissance mondiale, l'Algérie tire son épingle du jeu avec une vigueur qui bouscule les prévisions les plus prudentes. Selon les dernières estimations du Fonds monétaire international (FMI), le PIB de l'Algérie devrait dépasser les 317 milliards de dollars à l'horizon 2026. Derrière les chiffres, se cache une réalité qui place désormais l'Algérie dans un cercle très fermé, dominant son voisinage immédiat tout en s'imposant comme une locomotive continentale. Ce n'est plus seulement une question de ressources souterraines, mais bien le résultat d'une mutation structurelle qui commence à

porter ses fruits.

PIB de l'Algérie en 2026 : une progression confirmée par le FMI et un leadership régional renforcé

Le FMI anticipe un Produit intérieur brut de 317,17 milliards de dollars en 2026, contre 285,72 milliards en 2025. Cette progression confirme une trajectoire ascendante amorcée ces dernières années.

Avec ce niveau, l'Algérie se positionne :

- 1^{ère} économie du Maghreb
- 4^e puissance économique en Afrique, derrière l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigeria

Dans le détail régional, l'écart reste marqué avec les autres pays du Maghreb :

- Maroc : 194 milliards USD

- Tunisie : 60 milliards USD

- Libye : 52 milliards USD

Cette hiérarchie illustre un poids économique consolidé à l'échelle

régionale.

Une croissance supérieure à la moyenne mondiale portée par la diversification

Le rythme de croisière adopté par Alger interpelle les analystes internationaux. Avec une prévision de croissance de 3,8% pour 2026, l'Algérie surpasse la moyenne mondiale, qui stagne autour de 2,8%

Cette performance s'explique par plusieurs facteurs :

- Le maintien des recettes issues des hydrocarbures (pétrole et gaz)

- La montée en puissance des secteurs hors hydrocarbures

- L'augmentation progressive des exportations

Les secteurs concernés par cette diversification incluent :

- L'industrie

- L'agriculture

- Les services

Cette évolution traduit un

rééquilibrage progressif du tissu économique, même si les hydrocarbures restent un pilier central.

Une hausse notable du PIB par habitant et un éclairage via la PPA

Pour mieux saisir l'ampleur de cette puissance, il faut observer le PIB sous l'angle de la Parité de pouvoir d'achat (PPA). En ajustant les chiffres au coût réel de la vie, le FMI estime la richesse produite à 941,54 milliards de dollars pour 2026 (6 628 dollars en 2026, contre 6 046 dollars en 2025), offrant une image bien plus fidèle de la capacité de consommation et de production réelle du pays.

Des fondamentaux économiques jugés solides

Les projections du FMI s'appuient sur plusieurs autres indicateurs récents :

- Une croissance supérieure à 3%

en 2025

- Une progression de plus de 5% des secteurs hors hydrocarbures

- Une inflation contenue autour de 1,7% sur les neuf premiers mois

- Un endettement faible et une position extérieure stable

Ces éléments renforcent la crédibilité des prévisions à moyen terme.

Ainsi, l'objectif présidentiel de franchir la barre des 400 milliards de dollars de PIB à l'horizon 2027 semble désormais s'inscrire dans une trajectoire réaliste. Le gouvernement mise sur une contribution industrielle s'élevant à 15% du PIB d'ici 2030, contre 5% aujourd'hui, marquant ainsi la fin de l'ère de la dépendance exclusive.

L'ALGÉRIE AU SECOURS D'UN GÉANT DU PÉTROLE:

Les dessous d'une exportation rare de carburant

Dans un geste inhabituel sur le marché énergétique régional, l'Algérie a exporté une cargaison de carburant vers un pays arabe au cours du mois d'avril dernier. Selon les données de l'Energy Research Unit, Aattaqa (basée à Washington), ce flux témoigne d'un soutien ponctuel face à la crise énergétique que traverse Tripoli.

La cargaison, d'un volume de 132 000 barils, a quitté les côtes algériennes le mois dernier pour atteindre la Libye le 3 mai. Si la Libye ne figure pas parmi les clients réguliers de l'Algérie

pour les produits raffinés, cette livraison intervient dans un contexte critique : elle vise à pallier la pénurie sévère de carburant qui frappe le marché libyen depuis quelques semaines. Les archives de l'Energy Research Unit soulignent la rareté de cet échange. Il ne s'agit que de la deuxième cargaison de carburant expédiée par l'Algérie vers la Libye depuis au moins 2013. La précédente remontait à avril 2024, avec un volume de 217 000 barils.

Historiquement, les exportations algériennes vers le monde arabe restent marginales et irrégulières,



se limitant à quelques produits dérivés vers la Libye ou l'Arabie Saoudite.

Exportations algériennes : une hausse spectaculaire de 27 % en avril 2026

Au-delà de ce contrat spécifique, l'appareil exportateur algérien a affiché une santé de fer en avril 2026. Les exportations totales (pétrole brut et produits raffinés) ont atteint 903 000 barils par

jour (bpj), soit une hausse spectaculaire de 27 % par rapport au mois de mars (709 000 bpj).

Dans le détail, les produits pétroliers ont représenté 460 000 bpj, tandis que le pétrole brut s'est élevé à 434 000 bpj. Malgré ce pic printanier, la moyenne des quatre premiers mois de l'année 2026 reste légèrement inférieure à celle de l'année précédente (743 000 bpj contre 772 000 bpj en 2025).

Sans surprise, la géographie impose sa loi : l'Europe reste la destination privilégiée de l'énergie algérienne, captant la moitié des expéditions totales

en raison de la proximité des infrastructures et de la forte demande du Vieux Continent.

Voici le top 5 des pays importateurs de pétrole algérien en avril 2026 :

- France : 138 000 bpj

- Corée du Sud : 132 000 bpj

- Espagne : 116 000 bpj

- États-Unis : 102 000 bpj

- Italie : 55 000 bpj

Cette percée sur le marché libyen, bien que symbolique en volume, illustre le rôle stratégique de l'Algérie en tant que fournisseur de secours pour ses voisins immédiats en période de tension d'approvisionnement.

COLLECTIVITÉS LOCALES:

Ce qui va changer pour les agents de l'état civil

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé la mise en place prochaine d'un nouveau cadre réglementaire régissant le port de l'uniforme pour les fonctionnaires des communes.

Cette mesure vise à moderniser l'image du service public et à standardiser l'apparence des agents en contact direct avec les citoyens.

Nouveau cadre réglementaire pour les fonctionnaires territoriaux

Dans une réponse écrite adressée au député Rabah Djeddou (APN), le ministre a précisé que ses services techniques travaillent actuellement sur un texte

définissant la liste des postes concernés, les caractéristiques techniques de la tenue, ainsi que les modalités de son acquisition. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de réviser les textes législatifs encadrant les droits et les obligations des fonctionnaires de l'administration publique.

Le ministre a souligné que les agents des collectivités territoriales, étant en première ligne de l'accueil des usagers, représentent l'image de l'État.

Modernisation du service public : la fin d'une réglementation datant de 1996

Le projet repose sur la mise à jour de l'arrêté interministériel du 11 novembre 1996, qui fixait jusqu'ici les conditions

d'attribution de vêtements à certaines catégories d'employés communaux.

L'objectif est d'harmoniser ces anciennes dispositions avec le décret exécutif n° 11-334 du 20 septembre 2011, portant statut particulier des fonctionnaires de l'administration des collectivités territoriales.

Selon le premier responsable du secteur, cette mise à jour juridique est nécessaire pour adapter la gestion des ressources humaines aux réalités actuelles de l'administration algérienne.

Qualité de service : L'uniforme pour renforcer l'image du service public

Au-delà de l'aspect esthétique, le ministère de l'Intérieur mise sur



cette « identité professionnelle » pour atteindre plusieurs objectifs :

- Amélioration de la performance : Renforcer le sentiment d'appartenance et la rigueur des agents.

- Qualité d'accueil : Offrir aux citoyens un environnement plus structuré et professionnel.

- Modernisation : Aligner la

gestion des services publics sur les standards de gestion modernes basés sur la discipline et la transparence.

Ce projet de tenue unifiée pour les agents de l'état civil constitue une étape supplémentaire dans la stratégie globale de modernisation de l'administration locale entamée ces dernières années.

RECRUTEMENT DANS L'ÉDUCATION : 8 704 postes ouverts via concours, inscriptions imminentes

Le ministère de l'Éducation nationale lance une vaste opération de recrutement pour préparer la rentrée scolaire 2026-2027. Elle porte sur l'ouverture de 8 704 postes administratifs, destinés à des examens professionnels internes. Ce déploiement massif vise à stabiliser le fonctionnement des établissements en misant sur la compétence et la modernisation des outils de gestion. En ouvrant des milliers de places, la tutelle cherche avant tout à fluidifier les rouages internes d'un secteur souvent sous pression. L'annonce précise deux axes majeurs, une promotion interne immédiate pour les fonctionnaires en poste et un concours externe dont les détails suivront prochainement. Un quota de 8 704 postes budgétaires pour fluidifier le secteur de l'éducation nationale. Pour cette session 2026, le ministère ne lésine pas sur les

moyens humains. Exactement 8 704 postes sont mobilisés pour permettre aux employés d'évoluer vers des grades supérieurs. Visant ainsi à : « améliorer la performance administrative et pédagogique, tout en renforçant l'efficacité du service public ». Cette démarche permet d'ajuster l'encadrement aux réalités du terrain, là où les besoins de gestion se font le plus sentir.

Voici les points de repère pour les candidats :

□ Incriptions et dépôt des dossiers : du 7 au 31 mai 2026.

□ Déroulement des examens : le 11 juillet 2026.

□ Profils concernés : divers grades administratifs des corps spécifiques du secteur.

□ Plateforme officielle de dépôts des dossiers : <https://mowadaf.education.dz>

La gestion numérique devient la norme exclusive au sein de l'éducation nationale



Le ministère a décidé que l'intégralité du processus se déroulera via une plateforme numérique dédiée. Ce choix élimine les lourdeurs bureaucratiques habituelles et assure une gestion plus directe des candidatures. De l'inscription à la proclamation des résultats, chaque étape est tracée pour « garantir la transparence et

l'égalité des chances entre tous les candidats ».

Ce virage technologique permet également de traiter les recours et d'étudier les dossiers avec une précision accrue. En centralisant les flux de données, l'administration réduit les marges d'erreur et accélère le calendrier de nomination. Assurant ainsi que chaque poste soit pourvu avant le coup d'envoi

de la nouvelle année scolaire.

Un concours externe en préparation pour compléter le dispositif

Si l'urgence actuelle concerne les promotions internes, le ministère n'oublie pas le renouvellement de ses effectifs. Parallèlement à ces examens, un concours externe sera organisé pour permettre à des candidats hors secteur d'intégrer les rangs de l'administration scolaire. Cette initiative répond à la nécessité de combler les vacances de postes que le mouvement interne ne suffirait pas à éponger.

Les détails concernant les conditions de participation, les diplômes requis et les dates de ce second volet seront communiqués dans un prochain communiqué officiel. Cette annonce suscite déjà une attente particulière chez les diplômés en quête d'une insertion professionnelle stable dans le secteur public.

EDUCATION

Sadaoui préside une conférence nationale en prévision des prochains examens scolaires nationaux

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a présidé, par visioconférence, une conférence nationale consacrée au suivi de l'achèvement, par les directions de l'éducation, des préparatifs relatifs aux prochains examens scolaires nationaux, ainsi qu'à l'évaluation de la mise en oeuvre des dispositions y afférentes, indique, mercredi, un communiqué du ministère.

Lors de cette conférence, tenue mardi en présence des cadres de l'administration centrale, du chef de la cellule des examens à l'Office national des examens et concours (ONEC), ainsi que des directeurs de l'éducation et des directeurs délégués, il a été procédé à l'examen des préparatifs de terrain des examens scolaires, en plus du suivi de plusieurs dossiers relatifs à la gestion administrative, financière et pédagogique du secteur, précise la même source.

A ce propos, le ministre a souligné la poursuite de « la coordination étroite et permanente » avec les walis et les différents secteurs partenaires, saluant leur contribution à la mise en place de toutes les garanties liées à la sécurisation des centres d'examen, des centres de regroupement et des centres de correction, tout en veillant à la prise des mesures préventives et organisationnelles nécessaires.



Il a également mis en avant « la nécessité de préparer des centres de réserve répondant aux mêmes normes et critères que les centres d'examen, afin d'y recourir en cas de besoin, notamment dans les cas de force majeure, garantissant ainsi la continuité du déroulement des examens scolaires nationaux dans les meilleures conditions organisationnelles ».

Dans ce sillage, il a insisté sur « l'impératif de préparer des établissements scolaires proches des centres d'examen, notamment dans les régions qui connaissent une hausse des températures, afin d'accueillir les candidats et leur permettre de se reposer entre les épreuves, dans le cadre d'une organisation rigoureuse garantissant des conditions optimales pour le déroulement des examens ».

Dans ce cadre, le ministre a également appelé l'ensemble des directeurs de l'éducation à « poursuivre le suivi de terrain et la coordination permanente avec la cellule centrale du ministère, et à signaler immédiatement toute préoccupation ou situation d'urgence, afin de garantir le

bon déroulement des examens officiels et la réussite des différentes opérations du secteur ». Dans le même contexte, M. Sadaoui a salué « le recul enregistré des cas de fraude lors des examens scolaires nationaux durant la session précédente », affirmant la poursuite du renforcement des mesures de contrôle et d'inspection au niveau des accès aux centres d'examen, ainsi que l'équipement de ces centres en détecteurs de métaux, en plus du renforcement de la coordination continue avec les services de sécurité et les autorités locales, afin d'empêcher l'introduction de téléphones portables ou de tout autre moyen de communication dans les centres d'examen, ajoute le communiqué.

A cet effet, le ministre de l'Éducation nationale a souligné la nécessité d'intensifier les campagnes d'information et de sensibilisation destinées aux candidats et à leurs parents à travers les différents supports médiatiques et les pages des directions de l'éducation, en adoptant « un discours pédagogique et préventif axé sur la sensibilisation aux risques liés au non respect de la réglementation en vigueur au sein des centres d'examen, loin de toute approche basée sur la peur ou l'exagération ».

SANTÉ

Ait Messaoudene procède à l'installation de la Commission sectorielle de coordination pour la prise en charge du cancer

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a procédé, à Alger, à l'installation de la Commission sectorielle de coordination pour la prise en charge du cancer, et ce, dans le cadre des efforts nationaux visant à améliorer la prise en charge des patients atteints de cette maladie, indique, mercredi, un communiqué du ministère.

L'installation de cette commission, qui a eu lieu mardi au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre de « l'attention particulière accordée par les hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au dossier de la lutte contre le cancer », et en application des orientations données lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue dimanche dernier, pour « l'adoption d'une approche nationale globale axée sur la prévention, la rapidité du dépistage précoce, et le traitement efficace », précise la même source.

Cette installation s'inscrit également dans le cadre du « renforcement des capacités des structures de santé, de l'amélioration de la prise en charge des patients, et de la mise en place d'un dispositif de supervision et de suivi de la disponibilité et de la distribution des médicaments anticancéreux, garantissant ainsi une exploitation optimale des capacités thérapeutiques ».

Cette commission sectorielle vise à « instaurer un cadre permanent de concertation, à proposer des orientations, et à mettre en oeuvre la stratégie nationale de prise en charge du cancer, contribuant ainsi à la promotion de la prévention, à l'amélioration du processus de traitement des

patients, et à l'unification des protocoles thérapeutiques », outre « le renforcement du dépistage précoce, le développement des services de radiothérapie, et le soutien à la formation et à la recherche scientifique contre le cancer ».

Elle œuvre également à « rationaliser l'utilisation des ressources financières allouées à ce domaine vital, selon une vision réfléchie répondant aux objectifs de la stratégie nationale de prise en charge du cancer, à même de garantir une plus grande efficacité dans l'orientation du soutien vers des programmes nationaux à fort impact », note le document.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, le ministre a salué les efforts déployés par la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer (CNPLCC), présidée par M. Adda Bounedjar, soulignant que les conclusions des Assises nationales de prévention et de lutte contre le cancer constituent « une base de données nationale riche et une référence scientifique et stratégique majeure pour la mise en oeuvre et l'activation de la stratégie nationale de lutte contre le cancer (horizon 2035) ».

Cette commission s'emploiera à « valoriser les acquis réalisés dans le secteur, notamment dans le cadre du processus de numérisation, à travers les différentes plateformes qui entreront en service, dont la plateforme du Fonds du cancer et le dossier électronique du patient », ainsi qu'à « renforcer les systèmes de gestion des pannes techniques, à même de contribuer à améliorer la qualité des services de santé et à en assurer la continuité », a-t-il ajouté.

RÉSEAU MOBILE:

Le gouvernement hausse le ton face aux opérateurs

Poste et des Télécommunications a lancé, ce mercredi, un avertissement sans frais aux trois opérateurs mobiles (Mobilis, Djezzy et Ooredoo). Désormais, tout manquement aux obligations de qualité de service sera sanctionné avec la plus grande fermeté.

Lors d'une réunion de travail tenue en présence du président de l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE), le ministre a procédé à une évaluation sans concession de l'état des réseaux. L'ordre du jour

était clair : vérifier le respect des cahiers des charges, notamment sur les axes routiers stratégiques. Les résultats des tests de terrain menés par l'ARPCE ont été présentés aux opérateurs, mettant en lumière les zones d'ombre persistantes sur l'autoroute Est-Ouest, malgré l'expiration des délais accordés.

Importance stratégique de la couverture des axes routiers

Le ministre a fermement rappelé que la couverture des grands axes routiers dépasse le simple cadre du confort pour devenir une priorité multisectorielle stratégique.

Sur le plan économique, ces routes constituent les artères vitales du commerce et du fret, tandis que sur le plan sécuritaire, l'accès au réseau est une condition de survie absolue permettant aux voyageurs de joindre les secours en cas d'urgence.

Enfin, cette exigence répond à un impératif de justice territoriale, visant à réduire la fracture numérique entre le Nord et le Sud pour garantir une équité sociale à l'ensemble des citoyens.

Ultimatum pour le Sud et couverture équitable

Le ton est monté d'un cran concernant les routes nationales

1, 3 et 6, qui relient le Nord aux wilayas du Sud. Le ministre avait déjà exigé qu'un service minimum, permettant au moins les appels d'urgence, soit opérationnel avant le mois de juin.

Un nouvel accord a été scellé lors de cette rencontre : la couverture totale et de qualité de ces axes doit être finalisée avant la fin de l'année en cours.

Obligations de qualité de service et sanctions

Pour le ministre Sidali Zerrouki, l'amélioration des réseaux est devenue une « nécessité absolue ». Le message adressé



aux opérateurs est limpide : la phase de sensibilisation est révolue. Tout écart constaté entre les engagements contractuels et la réalité du terrain sera désormais suivi de procédures disciplinaires et de sanctions financières, conformément à la réglementation en vigueur.

Un suivi périodique rigoureux sera assuré pour garantir que les promesses de déploiement se transforment en une amélioration concrète et durable pour les citoyens et les professionnels de la route.

ALIMENTATION EN EAU:

Un nouveau plan déployé en urgence pour soulager ces 04 wilayas

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a annoncé ce mercredi une révision à la hausse de la dotation quotidienne en eau potable issue du barrage de Koudiat Acerdoune, au profit de quatre wilayas du centre du pays.

Lors d'une visite de travail effectuée au niveau du barrage de Koudiat Acerdoune, situé dans la commune de Maala (Bouira), le premier responsable du secteur a confirmé que la demande des autorités locales a reçu un écho favorable. Ainsi, la part allouée à ce réservoir stratégique atteindra désormais les 200 000 mètres cubes par jour.

Cette mesure bénéficiera directement aux populations des wilayas de Bouira, Médéa, Tizi Ouzou et M'sila, qui dépendent de cette ressource vitale.

M. Bouzegza a profité de ce

déplacement pour exhorter les entreprises de réalisation à accélérer la cadence des chantiers en cours. L'objectif affiché est de permettre aux citoyens de ressentir une amélioration concrète et rapide du service public de l'eau.

Soulignant la vulnérabilité des ressources conventionnelles face aux aléas climatiques, le ministre a insisté sur l'impératif de diversifier les sources d'approvisionnement.

Dans cette optique, il a évoqué le raccordement futur de la région aux stations de dessalement de l'eau de mer (SDEM), notamment celles de Tighremt (Béjaïa) et de Cap Djinet 2 (Boumerdès). Ce déploiement stratégique vise à garantir une sécurité hydrique durable, affranchie des fluctuations de la pluviométrie.

Par ailleurs, le ministre a salué les efforts des cadres locaux du secteur, notant une nette amélioration de la distribution durant le mois de Ramadan, grâce notamment à la réhabilitation de plusieurs forages et à une gestion optimisée des stocks des barrages.

Il a conclu en rappelant que le secteur reste pleinement engagé à accompagner le développement local de cette wilaya.

Une bouffée d'oxygène pour Koudiat Acerdoune : Le seuil des 120 millions de m³ franchi

Au-delà des décisions politiques, la réalité du terrain confirme un net regain de vitalité pour le deuxième plus grand barrage du pays. Après des années de vaches maigres, l'ouvrage stratégique de Maala respire enfin.

Le barrage de Koudiat Acerdoune, véritable poumon

hydraulique du centre de l'Algérie, amorce un tournant décisif. Selon les données de la direction de l'hydraulique de la wilaya de Bouira, les réserves de cet ouvrage colossal — dont la capacité totale s'élève à 680 millions de mètres cubes — viennent de franchir la barre symbolique des 120 millions de m³.

Une remontée progressive, mais salubre, portée par les apports généreux de l'oued Isser et de ses affluents, les oueds El Malah et Zeghoua.

Pour les populations de Bouira, Médéa, Tizi Ouzou et M'sila, ainsi qu'une partie de la capitale, cette nouvelle est synonyme de stabilité. Ce niveau de remplissage n'avait pas été atteint depuis plusieurs années, période durant laquelle le stress hydrique avait imposé une

gestion drastique de la ressource. Si les pluies récentes ont été le moteur de cette embellie, les autorités locales rappellent que la stratégie de sécurisation ne repose plus sur le seul ciel. Pour compenser les périodes de faible pluviométrie, le secteur a multiplié les alternatives.

Ces dernières années, pas moins de 232 forages ont été réceptionnés, produisant quotidiennement près de 30 000 m³, soit une production équivalente à celle d'un barrage moyen.

Cette approche multi-sources, mêlant eaux de surface, forages souterrains et transferts hydrauliques, constitue désormais le socle de la politique nationale pour parer aux caprices du climat.



Si les biens publics relevant des Habous (Waqf) bénéficient d'une large exonération fiscale, celle-ci ne s'applique pas aux amendes liées à la régularisation des constructions. C'est ce qu'a précisé le ministère des Finances dans une correspondance officielle, mettant fin à toute ambiguïté sur le traitement de ces dossiers au niveau local.

Selon une note officielle datée du 1er avril 2026, le ministère des Finances a apporté des éclaircissements importants concernant l'application de l'article 194 de la Loi de Finances

2025. Ce texte stipule que les biens publics rattachés aux Wakfs (tels que les mosquées) sont exemptés de tous impôts, droits et taxes.

Cependant, la question soulevée par le ministère de l'Habitat portait sur la possibilité d'étendre cette gratuité aux amendes imposées pour l'obtention de permis de construire modificatifs ou de certificats de conformité à titre de régularisation.

L'amende de régularisation : une sanction, pas une taxe

La réponse du ministère des Finances est sans équivoque : les amendes prévues par le

décret exécutif 22-55 de février 2022 ne sont pas considérées comme des taxes ou des droits fiscaux. Elles relèvent de procédures réglementaires visant à sanctionner et à corriger des infractions au code de l'urbanisme.

Par conséquent, même si un édifice (comme une mosquée ou une structure dépendant des Wakfs) est légalement exonéré d'impôts, il reste assujéti au paiement des amendes de mise en conformité si sa construction initiale n'a pas respecté le permis délivré.

Vers une uniformisation des procédures nationales

Afin de prévenir toute

interprétation divergente entre les wilayas, la Direction générale de l'urbanisme et de l'architecture a diffusé une seconde circulaire auprès de ses directeurs locaux pour unifier le traitement des dossiers de régularisation à l'échelle nationale.

Cette instruction vise à garantir une application rigoureuse des dispositions du décret 22-55 tout en confirmant l'exigibilité systématique des amendes dès lors qu'il s'agit d'une mise en conformité urbaine, assurant ainsi une cohérence administrative stricte sur l'ensemble du territoire.

Un enjeu de régulation urbaine

Cette mise au point rappelle que

le législateur distingue clairement les exonérations financières générales accordées aux biens de culte et les sanctions liées à l'aménagement du territoire. Le décret 22-55 s'inscrit dans une volonté de l'État d'assainir le paysage urbain en régularisant les constructions illicites tout en imposant des redevances destinées à garantir le respect des normes architecturales et de sécurité.

Ce rappel à l'ordre administratif devrait permettre de débloquent de nombreux dossiers de régularisation en attente, en offrant aux services locaux de l'urbanisme une base juridique claire.

ANNABA / Affaires religieuses

Clôture du premier colloque national consacré à la vie et l'œuvre de Sidi Abi Marouane Echarif

R.C

Le, Ministre des affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a honoré à travers sa participation via une visio-conférence, et ce en présence du wali d'Annaba Abdelkrim Lamouri, et du P/APW, avant-hier mardi 05 mai 2025, la clôture du premier colloque national consacré à la vie et l'œuvre de Sidi Abi Marouane Echarif. L'événement a eu lieu en présence du directeur général de l'orientation religieuse et de la culture islamique du ministère des affaires religieuses et des Wakfs,

Al-Afadel cheikh Zawaya, de l'inspecteur général de la wilaya, du chef de दौरa d'Annaba, du directeur des affaires religieuses et des Wakfs, de mesdames et messieurs, les dirigeants religieux et les enseignants du Saint Coran. En marge des événements de clôture, les professeurs et les aînés présents aux événements de ce colloque ont reçu un honneur spécial, en reconnaissance de leur précieuse participation scientifique et de leur contribution active à l'enrichissement de cette rencontre et des sessions qui ont suivies.



ANNABA / Environnement

Lancement de workshops de formation à dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt

Imen Boulmaiz

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'élaboration du plan national d'adaptation aux changements climatiques (NAP), et sous la supervision du Ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement, des ateliers de formation appliquée ont été lancés à Annaba. Placée sous la supervision du wali, Abdelkrim Lamouri, cette initiative s'inscrit dans une dynamique nationale visant à renforcer les mécanismes de prévention et d'adaptation



face aux impacts du changement climatique, notamment en matière de protection des forêts. Ainsi, les cadres de la conservation des forêts d'Annaba ont pris part, hier-matin au

lancement officiel de ces ateliers organisés au niveau de la Maison de l'Environnement. Ces sessions de formation se poursuivront jusqu'au 07 mai 2026. Cette participation vise

principalement à renforcer les capacités techniques et opérationnelles des cadres du secteur forestier, notamment dans l'évaluation de la vulnérabilité écologique des écosystèmes forestiers. Les travaux ont porté également sur l'élaboration de stratégies adaptées permettant de proposer des mesures préventives et des modes de gestion durable, contribuant ainsi à la préservation du patrimoine forestier et à la réduction des risques d'incendies et de dégradation environnementale.

Par ailleurs, ces ateliers constituent un espace d'échange et de concertation entre les

différents acteurs locaux, incluant les administrations publiques, les institutions concernées, les experts ainsi que les représentants de la société civile. L'objectif étant de renforcer la coordination et d'intégrer efficacement les mécanismes d'adaptation climatique dans les plans de développement local.

À travers cette démarche, les autorités locales réaffirment leur engagement en faveur de la protection de l'environnement et de la promotion d'un développement durable, en adéquation avec les défis climatiques actuels.

ANNABA / Sûreté de wilaya

La police mobilisée pour assister les pèlerins au départ vers les Lieux Saints



Imen Boulmaiz

Dans le cadre de l'accompagnement des citoyens se rendant aux lieux Saints pour l'accomplissement des rites du Hadj, les services de la sûreté de wilaya ont mis en place un dispositif spécial au niveau de l'aéroport "Rabah Bitat". Cette initiative vise à assurer une prise en charge optimale des pèlerins en leur offrant toutes les facilités nécessaires, dans une atmosphère empreinte de sérénité et d'organisation. Les éléments de la police ont été mobilisés pour encadrer les différentes étapes du départ, depuis l'accès à l'aéroport jusqu'aux formalités administratives, en passant par l'orientation et l'assistance des voyageurs. Les dispositifs mis en

place comprennent notamment la fluidité de la circulation aux abords de l'aéroport, l'accompagnement des pèlerins au sein des infrastructures, ainsi qu'un renforcement des mesures de sécurité afin de garantir un départ dans les meilleures conditions. À travers cette mobilisation, les services de police réaffirment leur engagement à être au plus près des citoyens, en particulier lors d'événements importants tels que le départ pour le Hadj, qui constitue un moment fort sur les plans spirituel et humain. La sûreté de wilaya a exprimé sa fierté d'accompagner les pèlerins dans cette étape importante de leur vie, leur souhaitant un voyage sûr et un pèlerinage accepté.

ANNABA / SOCIÉTÉ

Rappels revalorisation des pensions : Les retraités entre déception et espoir

Mardi dernier, l'organisation nationale des retraités affiliée à la caisse nationale des pensions a publié une pétition officielle adressée aux hautes autorités du pays, à sa tête le président de la république, afin d'exiger l'équité au profit de cette catégorie, sur fond de ce qu'il a qualifié d'évolution liés au dossier de pension et aux dernières augmentations. L'organisation a indiqué que les récentes augmentations des pensions étaient jugées assez faibles pour ceux dont le seuil dépasse les 20.000 DA. Ce qui indique qu'elles – selon leur estimation – ne répondaient pas aux attentes des retraités,

ce qui a provoqué un mécontentement général. L'organisation a exprimé sa surprise devant ce niveau d'augmentation, considérant qu'elle ne correspond pas aux déclarations officielles précédentes, promettant une amélioration du pouvoir d'achat des retraités et de travailler à une révision périodique de leurs pensions. Selon la pétition, cette démarche vise à obtenir une compréhension de la part des autorités, visant à améliorer les conditions de vie des retraités et à maintenir leur pouvoir d'achat. La pétition comprenait plusieurs exigences fondamentales,



notamment en activant les augmentations exceptionnelles pour les retraités et en veillant à leur application, qu'un examen du taux d'évaluation annuel des pensions en fonction de la réalité économique et du niveau d'inflation. L'organisation a également

appelé à rétablir la réévaluation de mai 2025, en plus de la demande d'exonération complète de l'impôt sur le revenu brut. Les exigences comprenaient également le calcul de la période de service national dans les années de service, tel qu'il était approuvé dans le calcul de la retraite relative, ainsi que la nécessité d'une loi fondamentale pour les retraités qui définit de façon complète et claire leurs droits et privilèges. L'organisation a également demandé la création d'un organisme indépendant, se consacrant aux affaires des retraités, séparant ce dossier du ministère du travail, des opérations et de la sécurité sociale.

ANNABA / BERRAHAL

Santé : Plusieurs visites de terrain pour s'enquérir de la qualité des prestations médicales

Imen Boulmaiz

Dans le cadre de l'application des directives de la Direction de la santé et de la population de la wilaya d'Annaba, et sous la supervision de la direction de l'Établissement public de santé de proximité (EPSP) de Berrahal, les visites de terrain se poursuivent à travers les différentes structures sanitaires, notamment les services des urgences. Ces sorties sont menées par une commission administrative et technique pluridisciplinaire, dans le but d'assurer un suivi rigoureux du bon fonctionnement du service public de santé et de veiller à l'amélioration continue de la qualité des prestations offertes aux citoyens. Dans ce contexte, une visite a été effectuée, hier, au niveau de la polyclinique "Aïcha Benali", où plusieurs responsables et cadres du secteur ont pris part à cette opération de contrôle et d'évaluation, notamment, le directeur des services de santé, les médecins du service d'épidémiologie et de médecine préventive, ainsi que la responsable de l'unité de prévention et de lutte contre les infections. Ces visites permettent d'évaluer les conditions de prise en charge des



patients, l'organisation des services, ainsi que le respect des protocoles sanitaires en vigueur, en particulier au niveau des structures assurant la permanence des soins. À l'issue de chaque sortie, des rapports détaillés sont établis et transmis régulièrement à l'autorité de tutelle. Ces documents contiennent des recommandations visant à corriger les insuffisances constatées et à renforcer l'efficacité des services de santé. À travers cette démarche de suivi permanent, les autorités sanitaires de la wilaya réaffirment leur engagement à garantir un service public performant, accessible et conforme aux normes, au bénéfice de l'ensemble des citoyens.

ANNABA : Suivi et inspection des projets d'amélioration urbaine et préparation de la saison estivale

Imen Boulmaiz

Dans le cadre des préparatifs en cours pour la saison estivale et du suivi quotidien des projets de développement local, le chef de daïra a effectué, hier-matin, une sortie de terrain consacrée à l'inspection de plusieurs chantiers relevant de l'amélioration urbaine. Cette visite résulte de l'application des instructions du wali, visant à accélérer la cadence des travaux et à garantir la qualité des aménagements, notamment à l'approche de la période estivale. Au cours de cette sortie, le Chef de daïra s'est rendu sur plusieurs sites afin d'évaluer l'avancement des travaux en cours, parmi lesquels l'extension de la promenade de la plage "Rezgui Rachid", l'aménagement de la plage En Nasr, ainsi que la réalisation d'un mur de soutènement et l'aménagement d'une rampe au niveau du cimetière de Zaghouane. Ces projets revêtent une importance particulière dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens et de la valorisation des espaces publics, notamment les zones côtières qui connaissent une forte affluence durant la saison estivale. Sur place, des orientations strictes ont été émises aux entreprises chargées de la



réalisation des travaux, les appelant à respecter les délais contractuels tout en veillant à la conformité des ouvrages aux normes techniques requises. L'accent a également été mis sur la nécessité d'accélérer la cadence afin de livrer les projets dans les meilleurs délais. À travers ces actions de suivi de proximité, les autorités locales réaffirment leur engagement à assurer un environnement urbain de qualité, en adéquation avec les attentes des citoyens et les exigences de développement durable.

ANNABA / PROTECTION CIVILE : Bilan des accidents de la route : 09 accidents et 14 blessés en 24 heures

Imen Boulmaiz
La direction de la protection civile d'Annaba a publié le bilan des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures à travers l'ensemble du réseau routier de la wilaya. Selon les informations communiquées, pas moins de neuf (09) accidents de la route ont été recensés durant cette période. Ces sinistres ont causé des blessures à quatorze (14)

personnes, présentant divers degrés de gravité, ainsi que des états de choc. Les victimes, âgées entre 11 et 85 ans, ont bénéficié des premiers secours prodigués par les équipes d'intervention avant d'être évacuées vers les structures hospitalières les plus proches pour une prise en charge médicale adéquate. Face à cette situation, les services de la protection civile rappellent l'importance du respect des règles de



sécurité routière et insistent sur la nécessité d'adopter des comportements responsables afin de réduire les risques d'accidents. Dans ce cadre, il est vivement recommandé aux automobilistes de veiller à l'entretien régulier de leurs véhicules. Une attention particulière doit être accordée à certains éléments essentiels, notamment : le bon état des freins, la vérification des pneumatiques, ainsi que le fonctionnement optimal du

système d'éclairage. Ces mesures préventives, bien que simples, contribuent efficacement à garantir la sécurité des usagers de la route et à limiter les accidents. La protection civile appelle ainsi l'ensemble des conducteurs à faire preuve de vigilance et de prudence, notamment en cette période marquée par une circulation dense, afin de préserver des vies humaines et d'éviter des drames sur les routes.

ALGER :

Trois étudiants devant la justice pour avoir transformé leurs chambres en laboratoire de drogue

Trois étudiants universitaires devront comparaître devant la Cour d'Alger. Ils sont accusés de cultiver un type de drogue rare, connu sous le nom de « champignon hallucinogène », pendant leur séjour à la cité universitaire Ouled Fayet 2. Présenté sous forme d'une plante ordinaire et peu suspecte, ce produit était soigneusement entretenu par les mis en cause depuis l'étape de la graine jusqu'à la récolte, avant d'être écoulé auprès de consommateurs contre des sommes importantes pouvant atteindre 3 millions de centimes, selon le poids. L'affaire a été examinée hier mercredi par la cour criminelle d'appel près la Cour d'Alger. Les trois accusés, identifiés comme « H.A. Khalil », « B. Bilal » et « S.S. Abdelraouf »,

y comparaissent pour crime de culture de substances classées comme stupéfiants et délit de détention de drogues à des fins de commercialisation illégale. Deux d'entre eux poursuivent un master 2 en éducation physique à l'École normale supérieure, et sont originaires de la wilaya de Guelma, tandis que le troisième, vétérinaire, est natif de Hadjout. Les mis en cause ont été interpellés après avoir transformé leur chambre universitaire en véritable laboratoire et espace expérimental dédié à la culture de substances classées. L'enquête a été déclenchée suite à des informations parvenues à la police judiciaire faisant état d'une importation de drogue via voie postale. Confessions et implications criminelles

L'affaire remonte au 14 avril 2024 lorsque le principal suspect, « H.A. Khalil », a été arrêté à proximité d'un bureau de poste à Ouled Fayet après avoir récupéré un colis suspect. La perquisition de sa chambre a permis la découverte de divers équipements et substances liés à la culture et à la consommation de stupéfiants. Lors de son audition, l'accusé a reconnu être un consommateur régulier de drogues de différentes natures. Il a déclaré avoir fait la connaissance, en 2023, d'un certain « Bilal F. », vétérinaire réputé pour la commercialisation de kétamine et disposant d'une expérience en commerce électronique, lui permettant de se procurer ces substances via Internet. Il a également avoué avoir déjà vendu de la kétamine préparée par ce dernier, affirmant que

la poudre blanche saisie lui appartenait et avait été commandée en ligne avec l'aide de ce complice. Concernant la culture des champignons hallucinogènes, il a précisé l'avoir entamée dès 2020 dans sa chambre universitaire, décrivant un procédé consistant à placer les graines dans des bocaux en verre stérilisés, à les laisser se développer pendant environ un mois, avant de les transférer dans un substrat adapté pour favoriser leur croissance, jusqu'à obtention d'un produit prêt à la consommation et à la vente. L'accusé a ajouté qu'il revendait ces produits entre 1 et 3 millions de centimes selon leur poids. Il a également indiqué avoir fourni des graines à son coaccusé « S.S. Abdelraouf », auquel il a appris



les techniques de culture, ce dernier ayant à son tour cultivé et écoulé la production au sein de la résidence. De son côté, « S. Salah » a reconnu consommer ces substances et a confirmé les déclarations de son coaccusé, précisant qu'ils consommaient ensemble une partie de la récolte, le reste étant vendu à des individus non identifiés. Utile de rappeler que cette affaire a été reprogrammée après l'appel des décisions rendues en première instance par le tribunal criminel de Dar El Beïda, qui avait condamné les accusés à sept années de réclusion criminelle.

ALGER :

Elle a dérobé 3 milliards à son employeur Une femme trentenaire placée en détention

Le tribunal correctionnel de Dar El Beïda a ordonné le placement en détention d'une femme trentenaire à la prison de de Koléa. Elle est poursuivie dans une affaire de vol portant sur une importante somme d'argent au préjudice de l'entreprise privée qui l'employait, située à Mohammadia (Alger). Selon les éléments de l'enquête, la mise en cause a profité de l'absence de son employeur, gérant d'une société spécialisée dans l'importation et l'exportation du Coran, durant

le mois sacré de Ramadan, pour s'emparer d'une somme estimée à 3 milliards de centimes, en utilisant des clés contrefaites. L'accusée est poursuivie pour abus de confiance et vol avec usage de fausses clés, à la suite d'une plainte déposée par la victime, à savoir le propriétaire de l'entreprise. Dans sa déposition, ce dernier accuse une employée travaillant à ses côtés depuis neuf ans d'avoir dérobé la somme en question. Il explique avoir découvert la disparition de l'argent dans le

tiroir de son bureau, au siège de la société, après son retour de la wilaya de Bou Saâda, où il s'était rendu dans le cadre d'une action caritative consistant à distribuer des colis alimentaires à des familles nécessiteuses durant le Ramadan. La victime a également expliqué que la victime a cherché à confirmer son absence de la capitale. A son retour, il constate la disparition d'une somme importante, correspondant aux revenus générés par son activité d'import-export du Coran. La prévenue nie toute

implication dans le vol. Les investigations menées par les services de police ont révélé que la suspecte s'est rendue au siège de l'entreprise un jour de week-end, dissimulant son identité en portant le voile, selon les témoignages recueillis. Ensuite, elle a passé un certain temps dans les locaux avant de quitter les lieux, laissant derrière elle une paire de lunettes de soleil sur le bureau de la victime, objet retrouvé par les enquêteurs. Lors de son audition, la prévenue a catégoriquement



nié toute implication dans le vol, affirmant n'avoir jamais pénétré dans le bureau de son employeur durant son absence au cours du mois de Ramadan. Elle devra comparaître devant le tribunal le 17 mai prochain pour répondre des faits qui lui sont reprochés.

IA

Apple accepte de payer 250 millions de dollars après des plaintes l'accusant d'avoir trompé des millions d'acheteurs d'iPhone sur ses capacités

Les plaignants reprochaient au géant californien d'avoir « promu des capacités d'IA qui n'existaient pas au moment des faits, n'existent pas aujourd'hui, et n'existeront pas avant deux ans ou plus », selon un document d'accord soumis à la justice, selon le monde.fr.

Apple va verser 250 millions de dollars (environ 213 millions d'euros) pour régler un recours collectif pour régler un recours collectif l'accusant d'avoir trompé des millions d'acheteurs d'iPhone en vantant, à la fin de 2024, des capacités d'intelligence artificielle de son assistant vocal Siri inexistantes, selon un accord soumis, mardi 5 mai, à l'approbation de la justice.

Les plaignants reprochaient à



l'entreprise californienne d'avoir « promu des capacités d'IA qui n'existaient pas au moment des faits, n'existent pas aujourd'hui, et n'existeront pas avant deux ans ou plus », afin de stimuler les ventes d'iPhone, rappelle le document, consulté par l'Agence

France-Presse.

L'organisme américain de régulation publicitaire, le Better Business Bureau's National Advertising Division, avait lui aussi conclu qu'Apple avait fausement laissé croire que le nouveau Siri dopé à l'IA était «

disponible maintenant ».

L'accord, qui ne comprend aucune reconnaissance de faute de la part d'Apple, couvre quelque 36 millions d'appareils éligibles – les iPhone 16, ainsi que les iPhone 15 Pro et 15 Pro Max – achetés aux Etats-Unis entre le 10 juin 2024 et le 29 mars 2025.

Chaque membre de ce recours collectif pourrait recevoir 25 dollars (soit 21,37 euros) par appareil, une somme susceptible d'atteindre 95 dollars (soit 81,22 euros) selon le volume de requérants approuvés.

« Nous avons résolu cette affaire pour rester concentrés sur ce que nous faisons de mieux : offrir les produits et services les plus innovants à nos utilisateurs », a

réagi Apple auprès du Financial Times.

Une enquête de Morgan Stanley, citée dans la plainte, révélait que le « Siri amélioré » était la fonctionnalité Apple Intelligence que les acheteurs potentiels d'iPhone attendaient le plus. Apple avait lancé une vaste campagne publicitaire en 2024 pour promouvoir ces capacités, avant de confirmer leur report sine die et de retirer ses publicités. L'accord doit encore être approuvé par le juge Noël Wise, du tribunal fédéral du district nord de Californie, lors d'une audience fixée au 17 juin 2026. Les avocats des plaignants pourraient percevoir jusqu'à 28 % du fonds, soit 70 millions de dollars.

Donald Trump renonce provisoirement à rouvrir le détroit d'Ormuz par la force

Quarante-huit heures après avoir annoncé l'opération « Projet Liberté », consistant à escorter les navires désireux de franchir le passage stratégique, le président américain l'a « suspendue », alléguant de « grands progrès » dans les négociations avec l'Iran, selon le monde.fr.

Pete Hegseth parlait d'un « cadeau » fait au monde entier. Selon les mots du chef du Pentagone, qui s'exprimait, mardi 5 mai, devant la presse, l'opération « Projet Liberté », visant à rouvrir le détroit d'Ormuz, était une sorte d'œuvre de charité de la part de

l'armée américaine, destinée à restaurer la liberté de navigation que les Etats-Unis avaient, eux-mêmes, contribué à interrompre en lançant la guerre en Iran, le 28 février.

Las. Quarante-huit heures à peine après avoir été annoncée par Donald Trump, l'opération, présentée par le chef de la Maison Blanche comme un geste « humanitaire », a été gelée. « Compte tenu de l'énorme succès militaire » et des « grands progrès accomplis en vue d'un accord complet et définitif avec les dirigeants iraniens », le « "Projet Liberté" (...) sera

suspendu pendant une courte période, afin de voir si l'accord peut être finalisé et signé », a écrit, mardi soir, le président américain sur son réseau, Truth Social. Le détroit d'Ormuz, voie de navigation stratégique par laquelle transite près d'un quart de la production d'hydrocarbures mondiale, est de facto fermé depuis fin février. En riposte à cette paralysie entretenue par les tirs iraniens visant les navires dits « ennemis », les Etats-Unis ont décrété un blocus des ports iraniens depuis la mi-avril.



La Norvège prête à accélérer la production de gaz et de pétrole pour aider ses voisins européens

En plus de relancer l'exploitation de trois vieux gisements gaziers fermés depuis 1998, le pays nordique, principal fournisseur de gaz naturel de l'Europe, a proposé, mardi 5 mai, 70 nouveaux « blocs » à la prospection.

La Norvège est prête à donner un coup de main à l'Europe. Devenu le premier fournisseur de gaz de l'Union européenne (UE) depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, le pays nordique se propose d'augmenter l'extraction des hydrocarbures au large de ses côtes pour assurer



la sécurité d'approvisionnement de ses voisins européens. « L'industrie pétrolière et gazière est essentielle pour la Norvège et pour l'Europe », a rappelé, mardi 5 mai, le premier ministre travailliste, Jonas Gahr Store, dans un communiqué.

Le gouvernement a fait savoir qu'il allait relancer l'activité de trois vieux champs gaziers en mer du Nord. Situés à moins d'une dizaine de kilomètres à l'ouest du gigantesque gisement Ekofisk, qui avait lancé l'aventure pétrolière et gazière en Norvège à la fin des années 1960, ils avaient été fermés en 1998, «

à la suite d'une restructuration d'Ekofisk », précise le ministère de l'énergie.

Menée par l'Américain ConocoPhillips, leur remise en exploitation va nécessiter un investissement de 19 milliards de couronnes (1,8 milliard d'euros). Elle devrait débuter en 2028 et se poursuivre jusqu'en 2048. Au total, les réserves des trois gisements sont estimées entre 90 millions et 120 millions de barils équivalents pétrole. Le gaz sera exporté vers Emden, en Allemagne, et les condensats à Teeside, au Royaume-Uni.

Le budget de la métropole Aix-Marseille-Provence placé entre les mains de l'Etat

Le préfet a saisi, lundi, la chambre régionale des comptes pour qu'elle élabore le budget 2026, après que les conseillers métropolitains ont renoncé, le 28 avril, à le voter en raison d'un déficit qu'ils attribuent aux manquements de l'Etat, selon le monde.fr.

Le bras de fer engagé avec l'Etat par les élus de la vaste métropole d'Aix-Marseille-Provence a conduit à une mesure rarissime : le préfet a pris la main sur les finances de l'institution et a saisi, lundi 4 mai, la chambre régionale des comptes (CRC) pour qu'elle élabore le budget 2026 de l'intercommunalité, a annoncé, mardi, la préfecture à l'Agence France-Presse (AFP).

Cette décision exceptionnelle, qui revient à placer la métropole sous tutelle, était inévitable après que les conseillers métropolitains ont renoncé, le 28 avril, à voter son budget annuel, qui affiche un trou financier de 123 millions d'euros – sur une enveloppe totale de 4,8 milliards d'euros en 2025. La CRC, instance de contrôle, dispose d'un mois, à réception de tous les documents financiers, pour

élaborer un nouveau projet budgétaire.

Les 92 maires de la métropole, toutes étiquettes politiques confondues, ont choisi cette option radicale en toute connaissance de cause, chargeant l'Etat de décider des coupes à effectuer. Ils revendiquent leur volonté d'envoyer « un signal d'alarme » au gouvernement sur les baisses de dotations de l'Etat aux collectivités, qui sont tenues légalement de voter un budget à l'équilibre. Hausse des coûts de fonctionnement

La mise sous tutelle est relative, assure à l'AFP David Ytier, vice-président (Les Républicains, LR) de la métropole chargé des finances, car l'intercommunalité continuera de gérer « les affaires courantes » et aura encore « son mot à dire ».

La CRC « va revenir vers nous avant de faire ses préconisations au préfet », qui prendra les arbitrages finaux, ajoute M. Ytier, qui est également adjoint au maire (LR) de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), Nicolas Isnard, le président de la métropole. « Les solutions, il n'y en a pas mille : ce

sont des hausses d'impôts », notamment la taxe foncière, lâche-t-il. « On ne veut juste pas l'assumer, c'est à l'Etat de le faire. On le met face à ses responsabilités. »

« C'est un peu facile que l'Etat, dans sa recherche d'économies, se défasse sur les collectivités », abonde Arnaud Drouot, adjoint au maire de Marseille, la deuxième ville de France, dirigée par la gauche.

La situation, étonnante pour un territoire de près de 2 millions d'habitants, n'est pas totalement inédite. A la suite d'une crise politique locale en 2025, le département de la Charente n'avait pas été en mesure de voter son budget dans les délais légaux, obligeant l'Etat à prendre les décisions budgétaires à sa place.

Outre les baisses de dotations de l'Etat, la métropole fait également face à une hausse des coûts de fonctionnement, en raison des infrastructures de transports publics, une de ses compétences, lancées par le plan d'investissement Marseille en grand.

Déplafonnement du versement mobilité



Les élus métropolitains avaient lancé en avril un appel solennel à l'Etat pour qu'il les aide à combler le déficit pour l'année 2026. L'institution veut obtenir, à l'instar du Grand Paris, un déplafonnement du versement mobilité, une taxe payée par les entreprises ; celle-ci peut monter jusqu'à 3,20 % sur le territoire du Grand Paris, mais elle est fixée à 2 % pour Aix-Marseille-Provence. Un point d'augmentation représenterait environ 220 millions d'euros de recettes supplémentaires.

« Pourquoi Paris et pas nous ? », dit à l'AFP Georges Cristiani, maire de Mimet et président de l'Union des maires des Bouches-du-Rhône. En attendant, « il faudra se serrer la ceinture », avoue l'édile, qui souhaite revoir les compétences

métropolitaines afin « que les mairies récupèrent celles du quotidien, ce qui ferait plus d'argent pour l'instance » métropolitaine.

Afin que le probable choc fiscal ne soit pas trop rude, David Ytier affirme que l'instance étudie parallèlement des pistes d'économies « sur son train de vie », ciblant entre 30 millions et 60 millions d'euros annuels, mais il admet d'office que « ce ne sera pas suffisant ».

En déplacement à Marseille, fin avril, le premier ministre, Sébastien Lecornu, avait reconnu que les dispositions budgétaires concernant les intercommunalités étaient « dures », prônant « une méthode complètement différente pour le budget de l'année prochaine ».

La Corée du Nord abandonne toute référence à la réunification avec la Corée du Sud dans sa Constitution et confirme une ligne plus hostile envers Séoul

En mars, le dirigeant nord-coréen avait qualifié la Corée du Sud d'« Etat ennemi le plus hostile », malgré les appels du président sud-coréen pour renouer le dialogue.

La Corée du Nord a supprimé de sa Constitution les références à la réunification avec la Corée du Sud, selon un document consulté par l'Agence France-Presse (AFP), mercredi 6 mai, reflet d'une ligne plus hostile envers Séoul.

La clause mentionnant que la Corée du Nord « se bat pour réaliser l'unification de la mère patrie » n'apparaît plus



dans la dernière version de sa Constitution, selon ce texte partagé par le ministère de l'unification de la Corée du Sud lors d'une conférence de presse.

La Constitution révisée,

dont le document précise qu'elle a été adoptée en mars, comprend également une nouvelle clause délimitant le territoire de la Corée du Nord. Le texte précise que cela inclut la zone

limitrophe de la Chine et de la Russie au nord, « ainsi que la République de Corée du Sud », utilisant le nom officiel pour désigner la Corée du Sud.

La Corée du Nord « ne tolère en aucun cas la moindre atteinte à son territoire », précise-t-il. Déjà en mars, le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un avait qualifié la Corée du Sud d'« Etat ennemi le plus hostile. »

Initiatives « trompeuses » Depuis 2025, le président sud-coréen, Lee Jae-myung, contrairement à son prédécesseur Yoon Suk Yeol, multiplie les appels pour renouer le dialogue et demande des

pourparlers avec le Nord sans condition préalable.

Kim Jong-un, qui a qualifié les initiatives conciliantes sud-coréennes de « trompeuses », cherche même à renforcer l'arsenal nucléaire de son pays, doté de la bombe atomique.

Pyongyang développe par ailleurs ses liens avec la Russie, qu'il a aidée dans le conflit en l'Ukraine en y envoyant des troupes et du matériel, recevant en retour une aide économique et technique. Les deux Corées sont toujours techniquement en guerre, leur conflit s'étant soldé en 1953 par un armistice et non un traité de paix.

EN :

Bensebaïni, une préparation pour le Mondial perturbée ?

Coup d'arrêt plus sérieux que prévu pour Ramy Bensebaïni. Si le Borussia Dortmund évoquait jusque-là une blessure au pied sans gravité majeure, une de nos sources proches de l'équipe nationale indique une réalité moins rassurante. La durée d'indisponibilité du défenseur devrait finalement s'allonger, au point de compromettre la fin de saison en club... et surtout sa préparation pour la Coupe du monde. Déjà forfait pour le déplacement sur la pelouse du Borussia Mönchengladbach dimanche dernier, l'international algérien devrait également manquer les deux dernières rencontres de Bundesliga. D'abord face à Eintracht Frankfurt, un match

particulier puisqu'il devait y retrouver son coéquipier en sélection Farès Chaïbi. Une affiche à enjeu pour les Francfortois, toujours en course pour une qualification à une des compétitions européennes, à un point de la 7e place synonyme de Ligue Europa Conférence. Puis, Bensebaïni devrait aussi faire l'impasse sur la dernière journée face au Werder Brême, le 16 mai. Des absences sans conséquence majeure pour Dortmund, solidement installé à la deuxième place, à qui il ne reste qu'un point pour s'assurer de terminer dauphin du Bayern Munich, déjà sacré champion depuis le 19 avril. Mais pour le joueur, le timing n'est pas favorable. Car au-delà de la fin de saison en

club, c'est bien l'enchaînement vers le Mondial qui inquiète. En l'état, Bensebaïni devrait arriver au stage de l'équipe nationale, prévu le 25 mai au Centre technique national de Sidi Moussa avec plus d'un mois sans compétition dans les jambes. Son dernier match remonterait alors au 26 avril. Une donnée loin d'être anodine dans une phase aussi cruciale de préparation. Le programme des Verts, établi par Vladimir Petković, ne laisse d'ailleurs que peu de marge. Après une première phase de travail en Algérie, le groupe s'envolera pour Rotterdam afin d'affronter les Pays-Bas le 3 juin, avant un second match amical prévu le 10 juin face à une sélection d'Amérique non

mondialiste comme l'a révélé Walid Sadi, président de la FAF. Deux seules rencontres pour retrouver du rythme avant l'entrée en lice dans la Coupe du monde, notamment face à l'Argentine le 17 juin. Dans ce contexte, deux lectures s'opposent. La première, pessimiste, qui met en avant un déficit de rythme évident. Avec près de 30 jours sans compétition et seulement une vingtaine de jours pour se remettre dans le tempo, le défenseur pourrait accuser un retard physique au moment d'aborder la compétition. Un paramètre d'autant plus sensible que son profil - défenseur axial capable d'évoluer à gauche - reste rare dans l'effectif. À l'inverse, une approche plus optimiste permet

de voir dans cette indisponibilité une occasion de profiter d'un joueur frais. Dans un tournoi disputé en fin d'exercice, où de nombreux cadres arrivent émoussés, cet état de fraîcheur pourrait se révéler précieux. Reste que cette blessure s'inscrit dans une saison déjà hachée pour Bensebaïni. Entre problèmes dorsaux à répétition à l'automne, une courte période de repos en janvier, puis une maladie en début d'année, l'ancien joueur du Stade Rennais n'a pas été épargné physiquement. Cette nouvelle indisponibilité, la plus longue de l'exercice, vient fragiliser une dynamique pourtant positive, lui qui restait sur une prestation aboutie face à Freiburg, ponctuée d'un but et d'une passe décisive.

Liga / Real Madrid : Énorme altercation entre Aurélien Tchouameni et Federico Valverde



D'après Marca, Aurélien Tchouameni et Federico Valverde auraient été proches d'en venir aux mains lors d'un entraînement ce mercredi. La presse madrilène parle «d'un des échanges les plus houleux jamais vus à Valdebebas».

Le nouvel épisode de la sitcom Real Madrid est sorti, et il concerne Aurélien Tchouameni et Federico Valverde. Comme

le révèle Marca ce mercredi, la crise madrilène a accouché d'un nouvel incident lors de la séance d'entraînement du jour. À en croire le journal espagnol, le Français et l'Uruguayen auraient été proches d'en venir aux mains devant leurs coéquipiers.

Marca écrit que tout a commencé par «une action de jeu, en l'occurrence une faute qui a déclenché l'un des échanges les plus houleux jamais vus à Valdebebas».

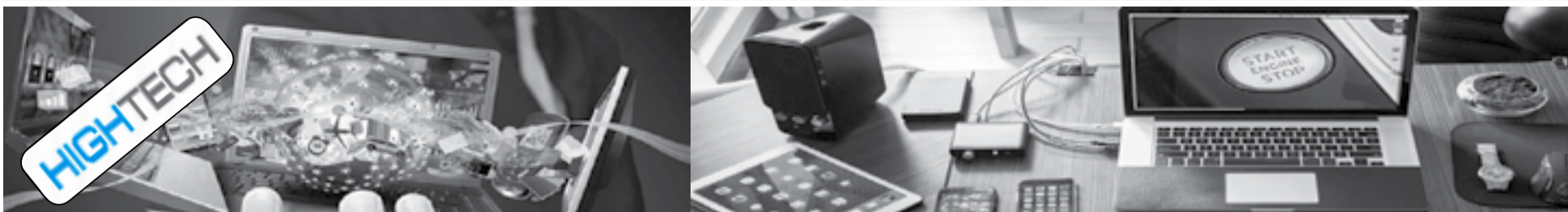
Les deux joueurs se seraient confrontés physiquement, se seraient bousculés, et auraient eu une violente altercation qui se serait même étirée jusqu'aux vestiaires madrilènes. La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre au club, écrit le journal.

Au moins six joueurs ne veulent plus parler à Arbeloa Aujourd'hui, le Real Madrid traverse la période la plus difficile de sa saison sur le terrain.

Le club merengue va terminer sa saison sans le moindre trophée, et pourrait même voir le Barça triompher en Liga au Bernabeu ce week-end. L'actualité n'est pas plus enthousiasmante dans le vestiaire, puisque la presse espagnole révélait cette semaine que Rüdiger avait giflé Alvaro Carreras lors d'un entraînement, après un différend lié à son attitude.

En plus des polémiques récentes, plusieurs joueurs seraient de

plus en plus isolés dans le vestiaire. Ceballos ne voudrait plus parler à Alvaro Arbeloa, tandis que l'escapade italienne de Kylian Mbappé l'aurait éloigné de certains joueurs du groupe madrilène. D'après Marca, certains joueurs se parleraient à peine, et pas moins de six refuseraient d'adresser la parole au coach. Le contexte est explosif à quatre jours du Classico.



Votre PC redémarre deux fois après la dernière mise à jour Windows 11 ?

Deux redémarrages pour le prix d'un après une mise à jour Windows 11, et déjà l'envie de vérifier l'état de ses sauvegardes. Microsoft assure pourtant que ce comportement peut être normal, puisqu'il accompagne le renouvellement progressif des certificats Secure Boot, dont les anciennes versions doivent expirer dans quelques semaines.

Un redémarrage Windows Update après le téléchargement d'une mise à jour, c'est la routine. Un deuxième dans la foulée, c'est déjà le moment où l'on commence à fixer son écran d'un air nettement moins détendu. Pourtant, dans certains cas, ce double passage par la case reboot n'a rien d'un plantage. Microsoft vient de confirmer que Windows 11 pouvait réclamer un tour de piste supplémentaire pour une raison bien précise, liée au déploiement des nouveaux certificats Secure Boot. Encore eux.

Windows 11 peut redémarrer deux fois, et c'est même plutôt bon signe

Si vous avez installé la dernière mise à jour facultative de Windows 11, publiée fin avril, peut-être avez-vous observé votre PC redémarrer une fois encore au

moment précis où vous pensiez en avoir fini. Le genre de surprise qui fait défiler le scénario du pire en quelques secondes : dépannage forcé, rollback improvisé et doute existentiel. C'est quelle touche F, déjà ?

Avant de maudire Windows Update sur trois générations, sachez qu'il existe une explication officielle. Redmond a documenté la chose dans une note de support récemment mise à jour, confirmant qu'un nombre limité d'appareils grand public et professionnels pouvait être concerné par ce double redémarrage au cours des prochains mois. Ce reboot supplémentaire intervient après l'installation des certificats Secure Boot 2023, le temps pour Windows de les intégrer à la séquence de démarrage.

Aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, cette relance du système s'apparente donc plutôt à une bonne nouvelle, puisqu'elle signifie que la procédure de renouvellement des certificats suit son cours. Dès lors que la machine revient normalement au bureau et que le phénomène ne se répète pas, tout roule.

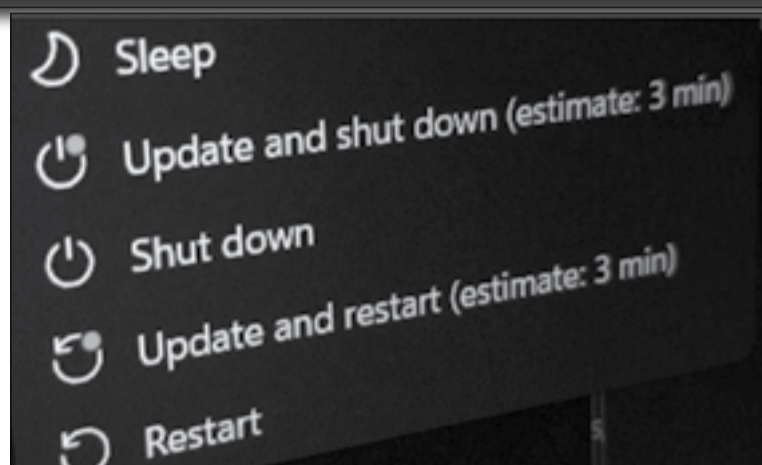
Certificats Secure Boot et vieux firmwares, l'équation qui peut coïncider

Pour rappel, Secure Boot vérifie

dès le démarrage que la machine charge bien du code approuvé, afin d'empêcher qu'un logiciel malveillant ne s'invite sur le système avant même que Windows ne prenne la main. Cette chaîne de confiance repose sur des certificats, dont une partie remonte à 2011 et doit expirer à partir de juin 2026. Microsoft doit donc préparer leur remplacement par les certificats Secure Boot 2023, distribués progressivement via Windows Update sur les machines compatibles.

En théorie, la transition doit se faire seule, sans manipulation particulière côté utilisateurs et utilisatrices. En pratique, elle dépend aussi du firmware du PC, c'est-à-dire du BIOS/UEFI fourni par le fabricant. S'il est à jour et prend correctement en charge la nouvelle configuration, Windows peut appliquer les certificats comme prévu. Si la machine est plus ancienne, mal suivie par son constructeur ou limitée côté firmware, l'opération peut échouer ou ne jamais être proposée correctement.

À titre indicatif, Microsoft expose désormais l'état de ce renouvellement dans l'application Sécurité Windows, depuis la section consacrée au démarrage sécurisé. Un badge vert indique que tout



est à jour, un badge jaune signale une configuration encore en attente, tandis qu'un badge rouge requiert une action. Dans ce dernier cas, Windows Update ne pourra pas toujours régler le pro-

blème seul, et il faudra se tourner vers le fabricant, ce qui risque de compliquer la vie des PC les plus anciens, notamment ceux qui ne reçoivent plus de mises à jour firmware.

Pas si bugué que ça Starfield ?

Les premiers retours sont en tout cas encourageants

Contrairement à ce que l'on peut craindre, le très attendu Starfield ne semble pas être victime de la malédiction des autres jeux de Bethesda.

Alors que la date de décollage officielle est fixée le 6 septembre, certains heureux élus ont en effet pu essayer le vaisseau en avance. En dépit du fait d'être pour la plupart tenus au secret par un accord de non divulgation, ils ont osé briser le silence pour dire que le jeu semble relativement dépourvu de bugs.

« Houston, on n'a pas (trop) de problèmes »

C'est un peu une forme de sinécure lorsque l'on parle d'un jeu Bethesda : leur prochaine production sera-t-elle criblée de bugs ? Il faut dire que le studio s'est forgé une certaine réputation dans le domaine au fil des années. Et pourtant, tel ne semble pas être le cas pour Starfield, qui

a obtenu le fameux statut Gold il y a quelques jours de cela, gage en principe d'un jeu fini et en ultime phase de peaufinage.

C'est en tout cas ce qu'a rapporté en premier le journaliste Tyler McVicker, sous embargo, mais qui a tenu à saluer le travail réalisé par le studio racheté par Microsoft en 2021 en ne signalant « aucun bug après une quinzaine d'heures de jeu ».

Le bien informé insider Tom Henderson a également interrogé cinq autres sources fiables en train de jouer à Starfield, qui n'avaient aussi qu'exceptionnellement peu de bugs à rapporter, malgré plus d'une dizaine d'heures passées dans la vaste galaxie proposée par Bethesda.

Un décollage sans accroc pour Bethesda et Microsoft ?

Ces premiers retours apparaissent en tout cas encourageants et synonymes de bonne nouvelle pour Bethesda, et sur-

tout pour Microsoft. Le succès de Starfield revêt en effet une importance capitale pour Xbox, qui peine à convaincre depuis un certain temps, notamment en raison d'exclusivités récentes qui n'ont pas vraiment soulevé les foules.

Bethesda porte donc un très lourd fardeau sur des épaules tout de même solides, malgré sa réputation s'agissant de fournir des jeux bugués jusqu'à la moelle. Mais le studio semble plus que jamais prêt à nous fournir une expérience ambitieuse et aboutie, et la plupart des bugs décelés par les premiers explorateurs seront visiblement corrigés lors du déploiement d'un traditionnel Patch Day One.

Nous avons aussi de notre côté glané des retours grâce à des fuites ou des témoignages de personnes jouant déjà au jeu, avec des retours similaires s'agissant de l'agréable et relative absence



de bugs. Nos sons de cloche nous rapportent cependant quelques soucis de finition, certains passages et éléments de Starfield semblant sortir d'un temps révolu (rappelons que Bethesda travaille sur ce projet depuis une vingtaine d'années).

Il ne faudra cependant pas attendre longtemps pour en avoir le cœur net, le décollage imminent de Starfield étant an-

noncé pour le 6 septembre sur PC (mais sans DLSS) et Xbox Series X|S (mais pas à plus de 30 images par seconde), ou le 1er septembre pour celles et ceux qui ont fait l'acquisition de l'édition Premium comprenant cinq jours d'accès anticipé. On se retrouve dans l'espace, avec une certaine fébrilité !



Les Rolling Stones annoncent la sortie de leur nouvel album «Foreign Tongues»

Le groupe britannique a annoncé mardi 5 mai son retour avec un projet au casting impressionnant.

Le légendaire groupe de rock londonien les Rolling Stones signe son retour avec un nouvel album, Foreign Tongues («langues étrangères»), qui sortira le 10 juillet. Ce sera son 25e album studio.

Le groupe, fondé en 1962, composé de Mick Jagger, Keith Richards, 82 ans, et de Ronnie Wood, 78 ans, a annoncé son retour lors d'un échange avec l'animateur et humoriste Conan O'Brien mardi 5 mai. «Nous nous amusons toujours beaucoup !», a confié Mick Jagger.

Un mois pour produire un album, «ce n'est pas très long, a relevé le leader du groupe. Il nous arrivait parfois de passer des mois en studio sans sortir... C'est une autre façon de faire.»

Le batteur Charlie Watts, mort en 2021, sera tout de même présent sur l'album, grâce à une session d'enregistrement réalisée avant sa disparition. D'autres grands noms figurent sur le projet, comme Paul McCartney, Robert Smith, de The Cure, et Chad Smith, des Red Hot Chili Peppers.

Des morceaux très «stoniens»



Dans une vidéo présentée mardi, le groupe a sorti trois morceaux : un blues baptisé Beautiful Delilah (titre d'une chanson de Chuck Berry), un autre intitulé Jealous Lover, dans lequel Mick Jagger utilise son célèbre falsetto, comme dans son tube Miss You et enfin un troisième démarré par un riff de guitare qu'affectionne le groupe, Mr

Charm.

Les Rolling Stones avaient récemment sorti un single, intitulé Rough and Twisted, uniquement sur vinyle en édition limitée, sous le nom de The Cockroaches (Les Cafards), un pseudo qu'ils utilisaient autrefois pour des concerts secrets, dans les années 1970 et 1980.



En guise de visuel, le disque offre un visage réalisé à partir de différents détails des visages de membres du groupe, sur fond rose. La célèbre langue qui fait leur logo a perdu pour l'occasion son rouge original pour afficher elle aussi des teintes rosées.

Leur dernier projet, Hackney Diamonds, avait reçu en 2023 un bon accueil critique et commercial. Le groupe sortait d'une longue pause de 18 ans sans album studio original.

Le producteur américain Andrew Watt est de nouveau à la manœuvre sur cet album, comme

il l'a été pour le précédent. «C'était le meilleur moment de ma vie... Je suis leur plus grand fan au monde», lance-t-il à l'AFP pour évoquer le mois passé à Londres à enregistrer avec le groupe.

Aucune mention n'a été faite d'une tournée de concerts pour accompagner l'album. Selon plusieurs médias américains, le projet a été discuté en interne mais a été rejeté du fait de l'âge avancé des membres du groupe.

Nigéria

Tiwa Savage aide à la formation de jeunes talents

L'artiste nigériane Tiwa Savage, a apporté son expertise à un programme de formation musicale d'élite. Volontaire et impliquée, elle s'est rendue dans un centre musical de Lagos et a prodigué des encouragements à des dizaines de jeunes artistes.

Star aux multiples talents, Tiwa Savage est une figure de proue de la scène musicale florissante du Nigeria.

« Mon héritage, c'est donc de créer cette fondation, d'en être la fondatrice, mais dans de nombreuses années, quand je ne serai plus là, je prie pour qu'un bénéficiaire de cette fondation soit le prochain Michael Jackson, le prochain Quincy Jones, le prochain Wizkid... », a déclaré Tiwa Savage.

Tiwa Savage a réuni 100 jeunes artistes en herbe sélectionnés parmi 2 000 candidatures pour

des ateliers instrumentaux, des cours de chant et des masterclasses sur les rouages de l'industrie musicale.

« Je voudrais simplement être le lien, le relais, quelqu'un capable de mettre en relation le Berklee College of Music et d'autres institutions avec les talents nigériens ou africains. Le problème n'est pas le manque de talent ou de don. Le problème, c'est l'accès. L'accès à l'éducation, à l'éducation musicale en particulier. », a ajouté Tiwa Savage.

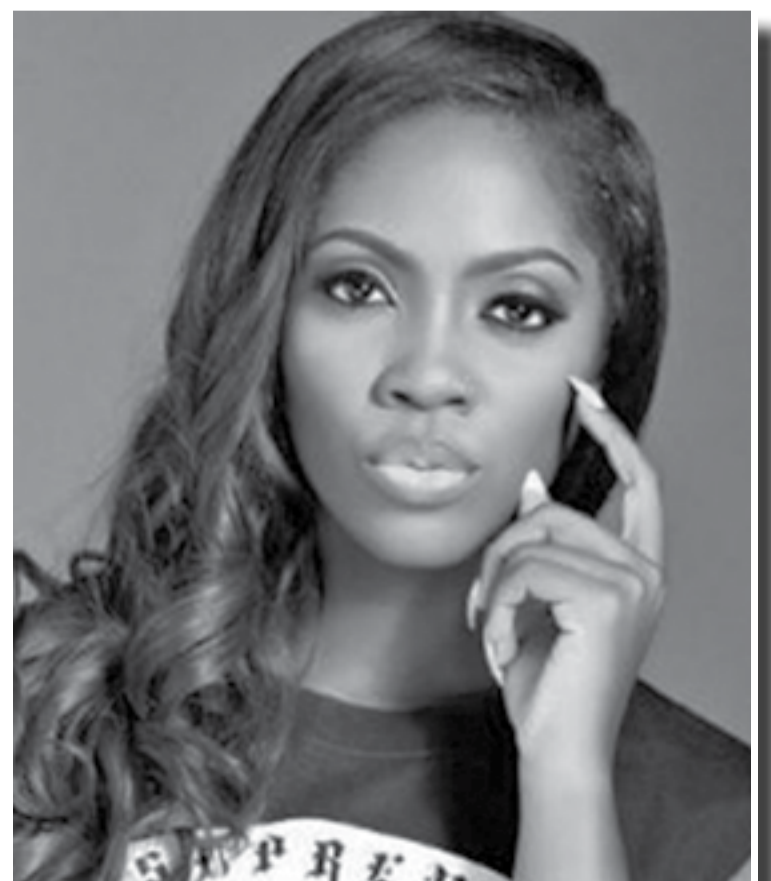
Tiwa Savage s'est associée au prestigieux Berklee College of Music aux États-Unis, où elle a étudié il y a une vingtaine d'années.

« On peut avoir une super chanson, mais il faut un super producteur, un super promoteur radio, vous voyez, un super responsable marketing pour faire

connaître la chanson au reste du monde. C'est donc ce que fait cette fondation. Elle leur donne simplement les outils. Ils ont déjà le talent... », a expliqué l'artiste.

« Ça a été une opportunité vraiment formidable. Bien sûr, rencontrer l'équipe de Berklee, qui est vraiment excellente, ce sont des professionnels et à chaque instant, à chaque tournant, il y a toujours quelque chose à apprendre, donc c'est vraiment passionnant, c'est vraiment spontané, et c'est stimulant... », s'est confiée étudiante et chanteuse du groupe constitue la première promotion de la fondation musicale nouvellement créée par l'artiste.

Née à Lagos, Tiwa Savage a grandi en partie en Grande Bretagne, elle est aujourd'hui l'une des voix féminines les plus influentes de l'afrobeat.





« Libye, patrimoine révélé » L'IMA célèbre 50 ans de coopération archéologique



Le musée de l'Institut du monde arabe présente Libye, patrimoine révélé,

une exposition consacrée au travail scientifique mené depuis près de cinquante ans

par la Mission archéologique française en Libye (MAFL), en étroite collaboration avec les autorités libyennes.

À travers une sélection de photographies, films et documents scientifiques, l'exposition donne à voir la richesse exceptionnelle du patrimoine libyen, de la préhistoire à l'époque médiévale, tout en mettant en lumière les enjeux contemporains de recherche, de préservation et de restauration dans un contexte particulièrement fragile.

Un demi-siècle de recherches archéologiques en Libye

Depuis la fin des années 1960, la MAFL explore l'ensemble du territoire libyen. Ses travaux ont profondément renouvelé les connaissances sur l'histoire du pays, révélant des occupations humaines continues, des échanges méditerranéens anciens et des paysages façonnés par les sociétés du passé.

L'exposition documente ce travail scientifique de terrain et rend visibles des missions souvent menées dans des contextes géographiques et politiques complexes.

Du Sahara à la Méditerranée : des sites majeurs Le parcours présente plusieurs zones emblématiques étudiées par les équipes franco-libyennes : le Sahara du Māsak et ses milliers de vestiges préhistoriques, les fortifications romaines de Bu Njem, les grandes cités antiques comme Leptis Magna, ou encore Apollonia, dont une partie est aujourd'hui engloutie.

Fouilles terrestres et sous-marines, recherches sur les premiers peuplements néolithiques, étude des villes antiques et des sites islamiques : l'exposition restitue la diversité chronologique et géographique du patrimoine libyen.

Préserver un patrimoine menacé

Depuis 2011, le patrimoine archéologique libyen fait face à une intensification du pillage et du trafic illicite. L'exposition revient sur les actions menées par la MAFL aux côtés des autorités et des forces de l'ordre internationales pour identifier les œuvres dispersées, documenter les sites menacés et favoriser leur restitution.

Libye, patrimoine révélé met en lumière l'archéologie comme outil de connaissance, de coopération internationale et de sauvegarde d'un patrimoine universel encore largement méconnu.

Art Jameel présente une double exposition aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite

Art Jameel s'apprête à présenter une exposition transrégionale

s'étendant sur l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Intitulée « Global Positioning System », cette exposition collective en deux volets ouvrira en mai à Hayy Jameel à Djeddah, parallèlement à une présentation au Jameel Arts Centre à Dubaï. L'exposition, qui se tiendra à Djeddah du 20 mai au 17 octobre et à Dubaï du 9 mai au 4 octobre, réunit plus de 40 artistes issus de plus de 20 pays, explorant la manière dont les systèmes de navigation façonnent la vie contemporaine.

À travers une large diversité d'œuvres, l'exposition examine la cartographie, la mobilité et les infrastructures qui régissent

les déplacements, tout en questionnant leurs limites et leurs défaillances.

Commissariée par Indranjan Banerjee et Lucas Morin, « Global Positioning System » rassemble des installations de grande envergure, des œuvres conceptuelles et des projets axés sur la recherche.

Nora Razian, directrice adjointe d'Art Jameel et responsable des expositions et des programmes, a déclaré :

« Pour la première fois, nous présentons une exposition qui se déploie sur nos deux sites à Dubaï et Djeddah.

« "Global Positioning System" interroge les outils et les systèmes que nous utilisons pour nous orienter, mettant en lumière les tensions entre représentation



cartographique et réalités vécues.

« Cette exposition s'inscrit

dans l'engagement d'Art Jameel à favoriser un dialogue transrégional, où mobilité et

échanges sont essentiels pour soutenir l'interconnexion dans notre monde partagé. »

Le volet de Djeddah réunit une sélection variée d'artistes internationaux et régionaux, dont Bani Abidi, Mahmoud Alhaj, Mona Hatoum et Nalini Malani. Abidi, Ana Amorim et Cinthia Marcelle présenteront des œuvres dans les deux éditions, à Dubaï et à Djeddah.

À Dubaï, la présentation au Jameel Arts Centre comprend de nouvelles commandes d'artistes tels que Vishwa Shroff, Seher Naveed et Fatma Al-Ali, ainsi que des prêts internationaux, dont l'installation vidéo monumentale « Parallel I-IV (2012-2014) » du cinéaste Harun Farocki.

Gabès Cinéma Fen 2026

À Dar Meddeb, le Festival Gabès Cinéma Fen dans 8ème édition tisse lentement l'art des fils de la mémoire à travers une exposition intitulée « Costumes en scène : mémoires du cinéma tunisien ». Les vêtements suspendus aux cintres portent l'empreinte de corps des personnages dont la trace est restée imprégnée dans le tissu, dans les plis et dans les

boutons qui se sont fermés sur une scène et se sont défaits dans une autre.

Dès le seuil de l'exposition « Costumes en scène : mémoires du cinéma tunisien », cette frontière familière entre le technique et l'esthétique s'estompe.

Assisté par Rim Abbess, le styliste costumier et directeur artistique Salah Barka a conçu et sélectionné des costumes

de films qui ont marqué le cinéma tunisien. L'exposition ne se déroule pas comme la mise en valeur d'un archive figée. Les costumes vibrent d'une seconde vie en faisant écho aux rôles incarnés. Ici, le tissu n'est pas un simple objet, mais une mémoire tangible, qui conserve l'empreinte du corps de l'acteur qui l'a traversé, avec ses frémissements, son poids, et ses

déchirures que la caméra ne voit pas toujours, mais qui restent gravés dans le tissu.

Dans cette exposition, les costumes relatent un autre langage du cinéma, un langage visuel et tactile à la fois. Entre le fil et l'aiguille, entre un bouton sur le point de se détacher et une robe qui retrouve la posture d'un corps, se forme une archive alternative, plus intime

que l'image elle-même. Des questions animent le visiteur dans sa déambulation : Qui a traversé ce costume ? Qui a habité cette robe ? Et quelle histoire est restée suspendue entre sa doublure et ses fils ? Les questions se multiplient et certaines réponses apparaissent dans les extraits de films qui défilent sur les écrans de l'exposition.



Quel est le meilleur moment de la journée pour manger une banane ?

La banane est un fruit très digeste, qui favorise la satiété et qui en plus, ravit les papilles des petits comme des plus grands. À quel moment de la journée est-elle la plus bénéfique ? Réponse avec la diététicienne et nutritionniste Nathalie Negro.

L'essentiel
Résumé par l'IA,
validé par la Rédaction.

• La banane est riche en nutriments tels que le potassium, le manganèse, le magnésium, les glucides, ce qui en fait un fruit polyvalent bénéfique pour l'énergie, la santé cardiovasculaire et le sommeil. Grâce à ses fibres douces, c'est aussi un fruit très digeste.

• Elle est idéale à consommer avant un effort physique ou au goûter pour un apport énergétique progressif, et le soir pour favoriser la relaxation et le sommeil grâce à sa richesse en tryptophane.

Les sportifs l'adorent. Les enfants aussi. La banane est ce fruit facile à manger en toutes circonstances, que l'on peut consommer toute l'année et qui apporte une multitude de bienfaits. Ce qui est intéressant, c'est qu'en fonction du moment de la journée auquel la banane est consommée, l'effet sur l'organisme est différent.

Quels nutriments sont intéressants dans la banane ? « La banane contient principalement



du potassium, indispensable pour réguler les mouvements d'eau dans le corps et la pression artérielle », informe Nathalie Negro, diététicienne et nutritionniste. La banane est aussi « un fruit dont les fibres sont très douces, ce qui en fait un aliment très bien toléré et que l'on peut réintroduire rapidement après un bouleversement de la digestion, comme une gastro ». C'est aussi « une excellente source de glucides. Une banane en contient en moyenne 19 %, ce qui la situe très au-dessus de la moyenne des fruits qui tourne plutôt autour de 11 à 12 % ». La banane contient également du « manganèse, un antioxydant protecteur au niveau cardiovasculaire. Cet oligoélément joue aussi un rôle clé dans la production d'énergie ». Manger des bananes au goûter ou avant un effort Grâce à sa teneur en glucides et en manganèse, la banane

« est parfaite en encas avant de fournir un effort physique », informe Nathalie Negro. La banane est particulièrement intéressante au goûter ou une heure avant une activité physique, car elle garantira une bonne satiété et un apport en glucides progressif du fait de sa richesse à la fois en amidon et en fibres. Nathalie Negro Diététicienne et nutritionniste Pour les mêmes raisons, beaucoup en consomment également le matin au petit-déjeuner comme une source d'énergie, ou en collation à 10 heures pour ne pas avoir faim avant le déjeuner. Manger des bananes le soir pour mieux dormir Paradoxalement, la banane est aussi intéressante à consommer le soir avant de dormir. Elle contient du tryptophane, un acide aminé « connu pour réduire le stress et favoriser le bien-être ». Le tryptophane agit comme un précurseur de la sérotonine, elle-même impliquée

dans la production de la mélatonine, l'hormone du sommeil. La banane contient également du « magnésium (28 mg pour 100 g en moyenne), un minéral qui joue un rôle crucial dans la relaxation des muscles et du système nerveux ». Ainsi, la banane consommée le soir favorise un sentiment de détente et de relaxation, idéal avant de se coucher. Comment manger une banane pendant un repas ? Premier conseil de la diététicienne : éviter de manger une banane « si votre repas est déjà très riche en glucides, par exemple s'il y a du pain ou des féculents » car cela alourdira la note calorique. Deuxième conseil : au déjeuner ou au dîner, il vaut mieux « la manger en salade de fruits, mélangée à un yaourt, en dessert », explique Nathalie Negro. À quelle fréquence et quelle quantité manger des bananes ? « La bonne quantité, c'est une banane par jour, soit environ 100 g », informe la

diététicienne. « On peut en manger une tous les jours, mais à condition que les autres fruits de la journée soient différents ». Pas parce que la banane est plus calorique que d'autres fruits, mais « à cause de l'importance de varier son alimentation au quotidien pour bénéficier d'une large variété de nutriments. Variété qui est essentielle à la diversité du microbiote intestinal », explique la diététicienne. Comment manger sa banane ? La recette d'une diététicienne Afin d'exploiter tous les bénéfices santé du fruit, Nathalie Negro recommande une recette de « banane poêlée aux épices et aux noix ». Pour les ingrédients, vous aurez besoin de :

- 200 g de banane ;
- 2 noix ;
- ½ c à café de cannelle ;
- ½ c à café de noix de muscade ;
- jus de citron.

Pour la préparation, voici la marche à suivre :

1. Épluchez les bananes.
2. Coupez-les en rondelles et arrosez-les de jus de citron.
3. Concassez les noix et mélangez-les aux épices.
4. Incorporez le mélange aux bananes.
5. Faites revenir les bananes dans une poêle bien chaude. Ajoutez un peu de jus d'orange mélangé à de l'eau pour que ça n'accroche pas.
6. Servir tiède, éventuellement avec un fromage blanc battu en accompagnement.



Repiquage des plantes

Définition et conseils pour bien repiquer

Le repiquage est une étape incontournable après les semis, et plus largement dès que vous multipliez des plantes ou des fleurs. Il consiste à prélever de jeunes plantules, élevées en godets, en caissettes, sous cloche, en pépinière, en châssis ou en serre, après un temps de croissance variable selon les espèces. En horticulture, on parle tout simplement de transplantation de jeunes plants issus de graines.

Pourquoi faut-il repiquer ?

Lors de la réalisation de vos semis, les graines sont enterrées dans un petit espace car elles n'ont pas besoin de plus. Mais après les graines, naissent les racines. Et ces dernières ont besoin de place pour se développer et assurer la croissance de votre future plante ou de vos légumes. C'est pourquoi la notion d'espace vital devient une nécessité après la première étape des semis passée. Et c'est le rôle du repiquage de leur assurer une deuxième vie.

Quand repiquer des semis en godets ?

Le système racinaire de votre plante s'est développé, la tige semble solide et les deux ou trois premières petites feuilles sont apparues. C'est à ce moment précis que l'opération de repiquage peut débuter. Nous

vous conseillons de ne pas attendre trop longtemps et ce, pour deux raisons principales :

Vos jeunes plants vont se sentir un peu serrés et selon leur système racinaire, vite étouffer ;

Les repiquer plus tard risque de fragiliser l'ensemble qui débute une bonne croissance.

Pour repiquer vos plantules dans de bonnes conditions, faites-le le jour où la météo est fraîche, où l'humidité règne et après un bon arrosage de vos plantules. Ils sortiront plus facilement de leur premier habitat.

Comment repiquer ?

Vous avez deux options : repiquer en godets ou repiquer en pleine terre.

Le repiquage en godets

Que vos jeunes plants soient pourvus d'une motte ou juste vêtus de racines nues, soyez délicat durant l'opération. Abîmer les racines met en péril la croissance de ces derniers.

Retirez chaque plant de son godet à semis, soit en démolant la motte, soit en extrayant les racines à l'aide d'un support dédié (fourchette, crayon, tuteur...) depuis les extrémités ; conservez la motte surtout : c'est la carapace de vos racines ;

Remplissez vos godets individuels de terreau (la nature du terreau sera à adapter en



fonction du type de plants) et de compost ;

Selon l'importance du drainage, il faudra déposer des billes d'argile avant dans le fond de vos godets ; Installez vos jeunes plants au centre après avoir fait un trou à l'aide de votre crayon ou tuteur ; Veillez à bien enterrer les racines et selon la plante, il faudra les enterrer plus ou moins profondément ;

Puis, tassez votre terreau et arrosez ;

Laissez vos plants à l'abri du vent et de la pluie jusqu'aux prochains signes de croissance.

Le repiquage en pleine terre Préparez bien votre terre de jardin

ou de potager en amendant le sol, en retirant les mauvaises herbes et en enrichissant la terre d'un terreau adapté et de compost ;

Puis, creusez des trous qui accueilleront vos jeunes plants ; pensez à assurer les distances entre chaque plant, différentes selon le type ;

Procédez au retrait des godets à semis de la même façon et installez-les dans leur nouvel habitat ;

Arrosez bien et laissez la nature faire son œuvre.

Les plantes à repiquer

Le repiquage concerne un nombre très important de fleurs et légumes débutant tous leur vie à

l'état de graine.

Du côté du potager, citons le basilic, la laitue, la menthe, le fraisier, le framboisier, la salade verte, la carotte, la courgette, le poireau, les tomates, les chicorées, les choux-fleurs, la courge, les asperges, les pommes de terre, les aubergines, les artichauts, les concombres, les épinards, le melon, les haricots, les poivrons, les piments... les radis, les potirons, les navets...

Du côté du jardin, citons la lavande, le lupin, le lilas, le cosmos, le tournesol, les zinnias, les pivoines, les euphorbes, les gauras, les asters, les marguerites, les géraniums vivaces...

«Tantouring»

Voici l'astuce super simple pour se réveiller avec un teint bronzé et sculpté

Pour un visage sculpté et des traits mis en valeur sans maquillage, testez la technique du tantouring. On vous explique de quoi il s'agit.

Se réveiller avec une mine radieuse, un teint hâlé, et surtout un visage sculpté, comme si vous aviez mis de la poudre bronzante. Vous en rêvez, mais cela vous semble impossible ? Et bien détrompez-vous. Une nouvelle technique fait le buzz sur les réseaux sociaux : il s'agit du «tantouring», et cette méthode permet d'obtenir cet effet bronzé et lifté sans maquillage.

«Tantouring» : quelle est cette méthode pour sculpter son visage ?

Contraction du mot anglais «tan», qui signifie «bronzage» et «contouring», le tantouring est une astuce qui consiste à faire un contouring avec son autobronzant. Le contouring permet de redéfinir la structure

de son visage en créant de la dimension. On «imite» l'ombre naturelle de certaines zones afin de les creuser et mettre ainsi en valeur les pommettes, affiner le nez, étirer le regard ou encore réduire la taille d'un front par effet d'optique.

Alors que vous avez peut-être l'habitude de faire votre contouring avec un maquillage prévu à cet effet dans les tons marron, avec une texture crémeuse ou poudrée, l'idée avec le tantouring est de reproduire les mêmes gestes mais sans maquillage, avec de l'autobronzant, de façon à obtenir une peau hâlée sur des endroits stratégiques. Vous obtiendrez un résultat ultra naturel et semi-permanent, qui va durer plusieurs jours.

Comment réaliser le «tantouring» parfait ?

Sur son compte Tik Tok, la maquilleuse professionnelle



India Excell montre en vidéo sa façon de faire son «tantouring». Elle commence par appliquer sur tout le visage quelques gouttes de sérum autobronzant qu'elle mélange à sa crème hydratante. Cela lui permet d'avoir une base de teint légèrement hâlée.

Elle se munit ensuite d'un pinceau large et avec un bout arrondi et une mousse autobronzante. Elle se sert du bouchon du flacon comme réceptacle pour déposer la matière et prélever facilement un peu d'autobronzant avec le pinceau. L'experte dépose

l'autobronzant au niveau des tempes, sur les pommettes, au sommet du front, des racines des cheveux et le long des mâchoires. Puis India Excell termine en estompant toute la matière en tapotant avec une éponge à maquillage pour obtenir un résultat ultra naturel sans démarcations ni taches. Enfin, avec un pinceau plus précis, elle dépose de l'autobronzant le long des arêtes du nez, sur les paupières et autour des lèvres pour les rendre plus pulpeuses. Selon l'autobronzant que vous utilisez, vous devrez ensuite rincer votre visage après quelques heures ou une nuit de sommeil. Vous aurez une mine radieuse dès le matin, sans maquillage !

La chanteuse Rokia Traoré condamnée à deux ans de prison avec sursis en Belgique dans un litige de garde d'enfant

Le père de sa fille affirme avoir été privé d'elle depuis 2019 quand l'enfant avait quatre ans.

La chanteuse malienne Rokia Traoré a été condamnée mercredi 6 mai par le tribunal correctionnel de Bruxelles à deux ans de prison avec sursis, dans un litige l'opposant au père de sa fille née en 2015, à propos de la garde de l'enfant.

Le père de la fillette est le dramaturge belge Jan Goossens. Il affirme avoir été privé d'elle quasiment sans interruption depuis 2019, quand l'enfant avait 4 ans. Au point de saisir la justice.

«C'est un soulagement pour M. Goossens que la culpabilité (de Mme Traoré) ait été reconnue, ce qui me semble légitime et normal», a réagi auprès de l'AFP un des avocats du père, Romain Delcoigne. La défense de Rokia Traoré a indiqué ne pas souhaiter faire de commentaire avant d'avoir pu échanger avec elle. Elle a la possibilité d'inter-



jeter appel. Ni Jan Goossens ni Rokia Traoré n'étaient présents à l'énoncé du jugement.

Plusieurs mandats d'arrêt européens

La chanteuse et guitariste âgée

de 52 ans avait été condamnée en octobre 2023 par le tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de deux ans d'emprisonnement pour «non-représentation d'enfant». Mais elle a usé de son droit à faire opposition

à la condamnation, prononcée en son absence, et été rejugée en mars par ce même tribunal et pour les mêmes chefs.

L'affaire avait finalement atterri devant une juridiction pénale car Rokia Traoré n'avait pas respecté les premières injonctions émises par un juge de la famille, au civil.

Depuis l'automne 2019, la justice belge a dû émettre dans ce dossier plusieurs mandats d'arrêt européens pour obtenir la remise à la Belgique de Rokia Traoré, lorsqu'elle séjournait en France ou lors d'un déplacement en Italie pour un concert. Après son arrestation à Rome il y a deux ans, elle avait été remise à la Belgique fin 2024 puis incarcérée près de deux mois dans une prison de Bruxelles.

Libérée en janvier 2025

Sa libération était intervenue en janvier 2025 en vertu d'un accord conclu à l'amiable avec Jan Goossens, sous le contrôle des juges belges. Cette «convention» restée confidentielle portait sur les modalités des retrou-

vailles entre le père et sa fille et laissait présager une sortie de crise, selon les avocats des deux parties à l'époque.

Mais Jan Goossens a estimé qu'à nouveau Rokia Traoré n'avait pas respecté ses engagements.

En 2025, «le contact a été superficiellement renoué (entre père et fille), puis plus rien du tout», a souligné Me Delcoigne. Jan Goossens «ne voit plus sa fille», qui séjourne sans doute dans sa famille maternelle au Mali, selon l'avocat.

Cette affaire «est partie en boule de neige, ça a détruit ma carrière», avait reconnu Rokia Traoré en décembre 2024, lors de la première audience publique à Bruxelles depuis son extradition d'Italie.

Le nouveau président du Louvre confirme le projet de grands travaux du musée

Le plan de rénovation baptisé Louvre Nouvelle Renaissance avait été annoncé par Emmanuel Macron en 2025.

Le nouveau président du Louvre, Christophe Leribault, arrivé en poste le 25 février 2026, a confirmé mardi 5 mai le vaste projet de travaux de l'établissement annoncé en 2025 par Emmanuel Macron.

Évalué à plus d'un milliard d'euros, le plan Louvre Nouvelle Renaissance, qui prévoit la rénovation du bâtiment et l'aménagement d'un nouvel espace pour la Joconde, a été mis entre parenthèses depuis le cambriolage du 19 octobre 2025.

Un projet colossal et onéreux

«C'est un projet capital et nécessaire pour le Louvre. On ne peut pas continuer d'accueillir neuf millions de visiteurs par la Pyramide», a déclaré Christophe Leribault au journal Le Monde. «Il faut impérativement revoir

les infrastructures, refaire les couvertures et les installations techniques dans le périmètre de la Cour carrée.»

Malgré un coût jugé «incompressible», le successeur de Laurence Des Cars a concédé «envisager de réduire certains aménagements [...], mais cela restera marginal en matière d'économie». Il a aussi indiqué chercher «330 millions d'euros supplémentaires auprès des mécènes pour financer les travaux de rénovation.»

La part des recettes de billetterie affectée à la politique d'acquisition d'œuvres devrait passer de 20% à 12%, a-t-il indiqué, suivant une préconisation de la Cour des comptes.

Alors que le cambriolage a mis au jour des failles au sein de la sûreté du bâtiment, Christophe Leribault a souligné que «les grilles d'accès au domaine ont été restaurées» et qu'un poste mobile de police est désormais



actif près de la Pyramide.

La galerie Apollon, où s'est déroulé le vol des bijoux de la couronne de France, «rouvrira dans le courant du mois de juillet, sans vitrine au centre, telle qu'elle avait été conçue au XVIIIe siècle, c'est-à-dire comme une galerie d'apparat», a annoncé son président.

Il poursuit en précisant que «les objets précieux qui s'y trouvaient seront exposés dans l'aile Richelieu» et les bijoux non dérobés, dont la couronne de l'impératrice Eugénie, retrouvée endommagée, «vont rester en lieu sûr, en attendant de disposer d'un espace sécurisé ailleurs dans le musée.»

Le rapport de la commission d'enquête parlementaire publié le 13 mai

Par ailleurs, le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la sécurité des musées, mise en place après le vol au Louvre, sera publié le 13 mai, après un vote favorable mercredi 6 mai des députés membres de cette commission, a annoncé à l'AFP son rapporteur Alexis Corbière (groupe écologiste).

Le rapport formule «quarante recommandations», pour faire «face notamment à une évolution des menaces, au manque (...) des moyens de protection, aux difficiles conditions de travail des personnels, à la faiblesse de contrôle des tutelles, à l'opacité des conditions de nomination des directions de ces grands établissements», a précisé le député dans un communiqué

Dolly Parton annule encore des concerts à Las Vegas

L'an dernier, la chanteuse de 80 ans avait reporté d'un an six concerts prévus en décembre 2025

Son étoile brille de plus en plus faiblement : la légende de la musique country Dolly Parton a de nouveau annulé une série de concerts prévus à Las

Vegas, à cause de ses problèmes de santé, a-t-elle annoncé lundi 4 mai 2026. Âgée de 80 ans, la chanteuse américaine avait déjà annoncé, en octobre 2025, le report de plusieurs concerts.

Les rumeurs sur son état de santé et un message de sa sœur appelant à «prier» pour elle

avaient alors créé l'émoi, forçant l'artiste à enregistrer une vidéo pour prouver qu'elle n'était «pas encore morte».

Dans une nouvelle vidéo publiée sur Instagram, Dolly Parton a donc expliqué que sa convalescence était en bonne voie, mais qu'elle n'était pas encore prête à

remonter sur scène. «La bonne nouvelle, c'est que je réagis bien aux médicaments et aux traitements, et que je vais mieux de jour en jour», a assuré l'interprète de Jolene.

Mais «la mauvaise nouvelle, c'est qu'il me faudra un peu de temps avant d'être prête pour le

niveau de performance requis sur scène, car certains médicaments et traitements me donnent un peu le tournis», a-t-elle ajouté, avant de plaisanter : «et bien sûr, je ne peux pas avoir des vertiges en portant des banjos, des guitares et tout ça, sur des talons de cinq pouces (12 centimètres)».

Taekwondo : Une compétition nationale de dessin pour révéler les jeunes talents

Biza Bicha Nesrine

La Fédération Algérienne de Taekwondo innove en lançant une compétition nationale de dessin destinée aux jeunes pratiquants affiliés aux clubs à travers le pays. Cette initiative originale vise à promouvoir les valeurs fondamentales du taekwondo tout en encourageant la créativité des enfants.

Ouverte aux filles et garçons âgés de 6 à 10 ans, la compétition est organisée en deux catégories : de 6 à 8 ans et de 8 à 10 ans. Les participants sont invités à réaliser un dessin illustrant les principes essentiels de cette discipline, notamment le courage, le respect, la modestie, l'amitié, la discipline et la maîtrise de soi.

Les conditions de participation sont clairement définies : le dessin doit être réalisé sur une feuille A4 blanche, avec des outils traditionnels tels que les crayons de couleur ou la peinture, à l'exclusion de tout support numérique. Chaque enfant ne peut soumettre qu'une seule œuvre, accompagnée de ses informations personnelles (nom, prénom, âge, club, ligue et numéro de téléphone).

Les dessins seront transmis en format numérique (JPEG) via une plateforme dédiée, dont la mise en ligne est prévue prochainement. Une commission de sélection sera chargée d'évaluer les travaux selon plusieurs critères, notamment l'originalité, l'expression de l'esprit sportif et l'effort fourni en fonction de l'âge des participants.

Bien que symboliques, les récompenses prévues visent avant tout à valoriser l'engagement et la créativité des jeunes participants.

Lancée le 06 mai 2026, cette compétition se poursuivra jusqu'au 25 mai 2026, date limite de réception des œuvres. Les organisateurs insistent sur le respect strict de ce délai.

Soutenue par le Comité Olympique et Sportif Algérien et le Ministère de la Jeunesse et des Sports, cette initiative s'inscrit dans une dynamique de valorisation de la jeunesse et de promotion des valeurs éducatives du sport en Algérie.

À travers cette compétition, la Fédération entend rappeler que le taekwondo ne se limite pas à la pratique physique, mais constitue également une école de vie, où



se cultivent des principes essentiels pour les générations futures.

Journée nationale de la mémoire : Organisation de la "Caravane de la mémoire nationale" au profit des enfants de la diaspora

Le ministère de la Jeunesse, en coordination avec le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), organise du 8 au 20 mai courant une manifestation nationale intitulée "Caravane de la mémoire nationale" au profit des enfants de la communauté algérienne établie à l'étranger, dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale de la mémoire, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale de la mémoire, le 8 mai de chaque année, et en concrétisation de la stratégie de l'Etat visant à préserver la mémoire nationale et à renforcer les fondements de l'identité et de l'appartenance, le ministère de la Jeunesse, en coordination avec le CSJ, organise du 8 au 20 mai 2026 une manifestation nationale qualitative intitulée "Caravane de la mémoire nationale" au profit de 56 jeunes de la diaspora algérienne, âgés entre 18 et 30 ans".

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par l'Etat algérien pour renforcer les liens entre les membres de la communauté nationale établie à l'étranger et leur patrie, et consacrer leur sentiment

d'appartenance, renforçant ainsi leur contribution active à la construction du présent et de l'avenir de l'Algérie. Elle témoigne également de "la volonté des hautes autorités du pays de transformer la mémoire nationale, d'un simple bagage de connaissances, en une



pratique vivante et un comportement citoyen responsable", a ajouté le même communiqué.

L'idée de la caravane de la mémoire nationale repose sur une "approche de terrain innovante", permettant aux participants de prendre connaissance de près de l'histoire de l'Algérie,

à travers un programme riche et diversifié comprenant sept grandes escales géographiques et historiques : Alger, Bejaïa, Constantine, Guelma, Sétif, Tlemcen et Oran, l'objectif étant "de mettre en valeur les différentes dimensions de l'identité nationale, de sa profondeur civilisationnelle à son

parcours de lutte, jusqu'à ses acquis contemporains".

Le programme de la caravane prévoit également "une série d'activités interactives, dont des visites de terrain de sites historiques et archéologiques, des séances d'écoute de témoignages vivants des acteurs de l'histoire, des ateliers pratiques visant à encadrer les jeunes et à développer leurs compétences, ainsi que des rencontres intergénérationnelles réunissant la jeunesse d'aujourd'hui et les générations de la Révolution et de l'édification, outre des ateliers de production numérique et de création de contenus, pour permettre aux participants de documenter leur expérience et de la partager à l'échelle internationale".

Cette initiative vient "en réponse aux défis actuels liés à la préservation de la mémoire collective et au renforcement du lien entre les membres de la diaspora et leur pays d'origine, garantissant ainsi la continuité du devoir de mémoire envers les sacrifices des martyrs et consolidant la place de l'Algérie dans les esprits de ses enfants où qu'ils se trouvent", selon la même source.

A cette occasion, le ministère de la Jeunesse et le CSJ ont réaffirmé "leur engagement à poursuivre le développement de programmes qualitatifs destinés à la communauté nationale à l'étranger, en vue de renforcer son intégration dans la dynamique nationale et d'en faire un acteur à part entière du processus de développement et d'édification de l'Algérie victorieuse".